BIMENSUEL 3 F No 57 du 27 juin au 25 juillet 1979 Supplément à l'*Humanité rouge* No 1 120

l'Humanité Rouge

Le dossier brûlant de l'énergie

NON AU NUCLÉAIRE

- La crise pourquoi ?
- Le nucléaire, une solution ?
- Avec ceux de Plogoff (29)

Courrier des lecteurs



TEMOIGNAGE

«Les études de médecine»

Comme plusieurs réponses au courrier des lecteurs de ces derniers mois laissent prévoir des articles sur la santé et la médecine, je voudrais apporter ma contribution par l'expérience que j'ai acquise en tant qu'étudiant en médecine en fin d'études.

On parle, en effet, actuellement d'un trop grand nombre de médecins pour justifier la sélection accrue en première année de médecine. Effectivement, il existe certains médecins au chômage, d'autres ont fait de véritables faillites commerciales ; pour beaucoup de débutants, sur le plan financier, les débuts sont difficiles.

Mais d'une part les échecs de médecins installés en libéraux sont encore rares ; d'autre part, il faut voir que ce n'est pas le nombre de médecins qui est en cause (il y a moins de cinq ans, même les organismes officiels criaient à la pénurie ou du moins à la carence) mais plusieurs facteurs interviennent pour expliquer cette situation :

*Une publicité exagérée est faite vis-à-vis des cas particuliers, tels chômage ou faillite, en partie par les médecins eux-mêmes qui voient leur part du gâteau diminué par un afflux relativement important, c'est vrai, de nouveaux médecins.

*C'est vrai que le nombre de médecins augmente et c'est une bonne chose. Mais la forme d'exercice de la médecine, elle, n'a pas évolué. Ce sont toujours les consultations bâclées, faites en un rien de temps, les tonnes de médicaments prescrites à la va-vite, etc. Chacun en a fait l'expérience auprès de la plupart des médecins. C'est vrai que c'est rentable pour le praticien qui gagne en moyenne 12 000 à 15 000 F par mois (pour un médecin installé depuis quelques années, avec une « clientèle » fixe).

Alors que la densité médicale augmente, on n'assiste pas à un bouleversement de la pratique médicale chez les généralistes. Ce sont eux en effet qui entrent en contact avec le peuple et ils peuvent aider les gens à prendre en main leur santé, en particulier au niveau des conditions de vie et de travail, d'où ils pourraient jouer un rôle politique.

Ces rôles politique et économique sont dangereux pour la bourgeoisie, car les médecins peuvent choisir leur camp et servir soit le peuple, soit la bourgeoisie. C'est donc l'idéologie qui permet de « rétablir » les choses : la bourgeoisie achète facilement les médecins, d'une part en leur laissant un rôle de notables et d'autre part, en les achetant grassement par l'octroi de gains mirobolants, d'où l'intérêt du paiement à l'acte.

Pour mieux coincer les éléments hésitant entre les deux camps, il se trouve que la plupart des débutants sont obligés d'emprunter aux banques pour s'installer. Avec pas mal de dettes sur le dos, nos jeunes médecins se trouvent obligés de faire un certain chiffre d'affaires pour rembourser, d'où tendance à multiplier les actes... Et le doigt est passé dans l'engrenage.

*Il ne faut quand même pas noircir le tableau. A l'heure actuelle, il existe une minorité de médecins progressistes qui essaient de faire une autre médecine, non basée sur le profit. Des expériences de dispensaires, de cliniques mutualistes sont en cours (gros problème du fait de barrages multiples de la part de l'Ordre, de la bourgeoisie, et aussi, semble-t-il des partis de gauche, cf. Grenoble, Nantes, ou St-Nazaire). Les activités du SMG, limitées, imparfaites, parfois criticables, sont cependant positives.

*Il faut ajouter que certaines régions attirent plus les médecins au détriment de régions sous-médicalisées. Ainsi, sur la Côte d'azur, il y a peut-être trop de médecins, on ne peut pas en dire autant des régions industrielles du Nord et des départements économiquement « arriérés », par rapport à la moyenne. Il n'y a pas trop de médecins, c'est la médecine qui est mal pratiquée, qui ne répond pas aux besoins du peuple.

Sur la formation

Sur les sept années (minimum) de médecine, les stages se répartissent ainsi : En première année, aucun stage ; en seconde année, quinze jours de stage infirmier (pansements, injections), très incomplet ; ce n'est pas en quinze jours qu'on va apprendre ce que les infirmières apprennent en trois ans. Ce stage ne fait pas obligatoirement partie des études et certains n'y apprennent rien. En troisième année, un stage « pratique » de deux ou trois matinées par semaine, se résumant le plus souvent à un cours dans une salle de l'hôpital, sans voir le malade ou, quand on en voit un, c'est à une dizaine. Impeccable pour le confort des malades et pour la formation des étudiants ! En quatrième, cinquième et sixième années, c'est là, en gros, que l'étudiant reçoit l'essentiel de sa formation pratique ; en quatrième année, elle se résume souvent à celle de la troisième année.

Sur deux ans donc — cinquième et sixième années — l'étudiant passe sa matinée à l'hôpital où il réalise un travail utile pour l'hôpital mais très incomplet pour sa formation. Il a principalement, dans l'état actuel des choses, à tenir le dossier du malade après l'avoir interrogé et examiné. Il se trouve qu'il passe un tiers de son temps à examiner les malades et deux tiers à faire le gratte-papier. Ce travail est sans doute nécessaire mais est-ce la priorité quand il reste deux ans pour se former ? Et quelle économie pour l'hôpital qui nous paye généreusement 500 F par mois. C'est un salaire !

Et lorsqu'on nous fait une remarque, c'est sur la façon dont a examiné le malade, mais le plus souvent sur la tenue des dossiers.

L'encadrement dans ces stages est quasi-fantomatique. Le chef de service se repose sur ses assistants, les assistants passent leur temps à écrire des articles ou à faire des recherches pour les publications médicales et laissent le soin de l'encadrement aux internes qui refusent à juste titre, car l'enseignement n'entre pas dans leurs attributions. Au total, on est seul ou, à la rigueur, aidé par un interne qui y met un peu de bonne volonté.

Il en résulte que nombreux sont ceux qui sont sous-formés, sans connaissance pratique. Combien ont fini leurs études sans avoir vu un accouchement, seulement vu, sans qu'il soit question d'en faire ! Sans avoir pratiqué un examen gynécologique ou sans avoir examiné un enfant ou fait un point de suture !

C'est criminel. Les professeurs reconnaissent que nous sommes une génération sacrifiée (sic !), mais ça ne les empêche pas de dormir. Nous, si ! Alors pour parfaire notre formation, il ne nous reste qu'à prolonger nos études en glanant quelques enseignements dans les services hospitaliers pour éviter de sortir avec pour seul diplôme celui d'assassin en puissance ! Et encore une fois, c'est la solution individuelle, le système D.

Et pour terminer, la 7e année est un stage à temps complet où l'on fait fonction d'interne et où chacun essaye de pallier ses carences du mieux qu'il peut. Et quand on termine, on n'a aucune idée de ce qu'est la médecine générale.

Etudiant en médecine
Rennes

l'Humanité Rouge

ORGANE CENTRAL DU PCML

Sommaire

Editorial

Le fil de l'actualité

International

Magazine

L'Humanité rouge bimensuelle paraitra le mercredi 23 juillet et le mercredi 22 août.

NOTRE NOUVELLE ADRESSE :

L'Humanité rouge
BP 201 - 75926 Paris Cédex 19
CCP : 3022672 D La Source
Tel : 205 51 10

Directeur politique : Jacques Jurquet. *Rédacteur en chef :* Henri Jour. *Rédacteurs :* Michel Bataille, Henri Berthault, Annie Brunel, Léon Cladel, Pierre Delaube, Estelle Delmas, Jacques Duroc, Joël Fabien, Catherine Lemaire, Pierre Marceau, Jean Schubert. *Secrétaire de rédaction et maquettiste :* Guy Lanrivain. *Administration :* Arthur Lepuy, Henri Bernard, Sophie Retz. *Imprimerie La Nouvelle. Directeur de publication :* André Druesne.

L'Humanité rouge BP 201 - 75926 Paris Cédex 19 CCP : 3022672 D La Source. Commission paritaire No 57952. Distribution NMPP. Dépôt légal 2e trimestre 1979. Directeur de publication : André Druesne. Imprimerie La Nouvelle.

13

Le dossier brûlant de l'énergie

Crise de l'énergie, crise de l'impérialisme
L'énergie nucléaire, une solution ?
Avec ceux de Plogoff.



9

Les damnés de la loi

CRS hors du foyer de Garges-les-Gonesse.



30

Interview du groupe «Djurdjura»

« Ce que nos mères chantaient tout bas, nous le chantons tout haut ».



VENTES MILITANTES

La bataille de la diffusion

Le magazine corse, mensuel, *Skyrm*, mentionne ce dossier tandis que le *Provençal corse* annonçait la diffusion publique organisée par nos camarades sur le cours Napoléon à Ajaccio.

Par sa prise en compte de la réalité de la Corse — de la langue nationale à la répression, des luttes ouvrières à la situation en Méditerranée — *L'Humanité rouge* a bien montré les différentes facettes de notre combat.

Ce sont ainsi plus de cinq cents dossiers qui ont été vendus en Corse.

CORSE

500 bimensuels «Dossier Corse» vendus

Il y a quelques mois, le bimensuel publiait un dossier sur la Corse. Réalisé par la section corse de notre parti, il insistait sur les aspects fondamentaux de notre ligne, grâce à de nombreuses interviewes : pêcheurs et travailleurs corses, chanteurs, militants nationalistes et le responsable de l'UPC, Edmond Simeoni.

Il a été bien diffusé sur le continent, mais c'est en Corse qu'il eut plus d'échos. L'hebdomadaire nationaliste corse en a parlé en ces termes :

« L'Humanité rouge, *organe central du Parti communiste marxiste-léniniste (PCML), a consacré un dossier au problème corse, avec l'aide de sa section locale. Deux dossiers sont consacrés, l'un aux luttes du peuple corse, l'autre aux travailleurs indigènes face à l'austérité. On note un soutien très large aux militants emprisonnés et une excellente interview, consacrée à la culture corse, de Ghjuvan Francescu Bernardini, militant culturel de l'excellent groupe national* « I Muvrini ». *La section corse du PCML a une activité militante indiscutable : par tracts, elle a dénoncé une rentrée des classes difficile, participé à la manifestation contre Barre et s'est associée à toutes les manifestations de soutien aux patriotes.* »

LA COURNEUVE

Porte à porte à la Cité des «4000»

Nous avons organisé pour la journée nationale de diffusion du bimensuel les 9 et 10 juin un porte-à-porte à la cité des « 4 000 », à La Courneuve et dans d'autres villes du Seine-Saint-Denis (93). Les habitants de la cité des « 4 000 » avaient été prévenus du passage des militants par des affiches. Durant l'après-midi, une centaine d'appartements ont été « visités ». Dix-huit bimensuels ont été vendus, un bon pourcentage pour un premier porte-à-porte dans la cité. A noter. La plupart des acheteurs étaient membres ou sympathisants du PCF.

Le Comité de parti Martyrs de Châteaubriand (Seine-Saint-Denis)

FEINGS (ORNE)

38 bimensuels vendus dans l'après-midi

Nous avons organisé un après-midi de porte-à-porte à Feings (Orne). Nous avons pu vendre trente-huit bimensuels en quatre heures ! La majorité des gens nous ont bien accueillis et nous avons pu discuter de l'emploi.

Une expérience à renouveler.

Fraternellement

Des succès encourageants

Un premier pas a été fait pour l'augmentation de la diffusion du bimensuel lors du week-end des 9 et 10 juin.

Des échos qui nous sont parvenus et dont nous publions quelques extraits, se dégage une volonté de gagner cette bataille. Des comités de Parti ont pris en main cette tâche en l'organisant et en mobilisant les militants sur leur secteur ou sur leur ville.

Des cellules ont pris des initiatives pour que la vente soit assurée dans de bonnes conditions soit au porte à porte, soit sur les marchés.

Mais surtout, c'est sur le plan qualitatif que nous devons constater des progrès.

Que des camarades offensifs, ayant le sens du travail de masse, du contact avec les gens, bref des agitateurs, prennent la direction des opérations et cela change tout.

« En une heure notre équipe a vendu cinq journaux au porte à porte », me disait une camarade. *« Et ce jour-là j'ai appris à diffuser le bimensuel. Il ne faut pas se contenter de demander aux gens s'ils veulent le journal. Selon la réponse, il faut vite engager la conversation. Certaines portes se ferment vite et en demandant aux gens par exemple si c'est* l'Humanité rouge *ou la politique en général qui ne les « intéresse » pas, le contact s'établit. Tous les sujets de la vie quotidienne ont été abordés dans cette cité cheminote : les trois-huit, les enfants, les problèmes syndicaux, les problèmes de l'école, avec les jeunes et les moins jeunes.*

Avant, je n'aurais jamais osé insister et je serais repartie dès le premier refus. C'est aussi pour cela qu'on a pu en vendre cinq ».

Voilà bien un exemple intéressant pour développer la diffusion de notre *Humanité rouge* bimensuelle.

Emile REBIERE

Pour les camarades qui passent un séjour de vacances à la campagne, il est intéressant de faire connaître *La Faucille* en diffusant le No 86 qui sortira le 5 juillet.

EDITORIAL

Unité contre les lois scélérates anti-immigrés

Les lois mises en place, l'une après l'autre, concernant les conditions d'expulsion, de refoulement, de séjour des travailleurs immigrés dans notre pays, sont extrêmement graves.

Elles instaurent l'insécurité la plus totale pour toute une partie de la population laborieuse. Elles donnent aux monopoles qui dominent le pays des armes supplémentaires pour en écraser une partie, mais c'est pour mieux écraser l'ensemble, c'est pour mieux continuer la politique de restructuration, de licenciements, de baisse de salaire, de dégradation des conditions de travail et d'existence. C'est une politique qui frappe en effet l'ensemble des travailleurs et que mène depuis des années (encore plus depuis 1978) le gouvernement Giscard-Barre.

En particulier, la loi Barre-Bonnet légalise l'internement administratif, l'arrestation et la détention arbitraire de tout immigré « qui troublerait l'ordre public », notion dont on sait bien à quel point elle peut être extensible.

Voilà qui va bien de pair avec les limitations entreprises du droit de grève, de manifestation ou d'affichage, avec les lourdes condamnations de manifestants du 23 mars ou du 1er mai.

Ces lois sont graves. Elles sont scélérates au même titre que la loi anti-casseurs et tournées contre toute la classe ouvrière pour la diviser, pour lui lier les mains et briser sa résistance aux plans des monopoles avides de profits, pressés d'exploiter toujours plus les travailleurs.

Pour camoufler leurs sinistres projets, ils prétendent ainsi apporter des solutions au problème aujourd'hui numéro un de la classe ouvrière : l'emploi. Tout en préparant de nouvelles vagues de licenciements et en annonçant avec le plus grand cynisme encore plus de chômage dans les années à venir ! C'est en effet une extension du chômage qu'ils préparent. Voyez d'ailleurs la sidérurgie : ils ont d'abord licencié les immigrés. Cela a-t-il donné des emplois aux Français ? Chacun connait la suite et peut répondre !

Quant à la façon dont ceux qui nous gouvernent comptent aménager les conditions d'existence des immigrés, les expulsions par la force des foyers, comme récemment à Garges témoignent de la considération qu'ils ont à l'égard de nos frères immigrés et surtout de la volonté de briser toute résistance. Avec les hausses générales de loyer qui approchent, cela vise bien évidemment non seulement les immigrés mais tous les travailleurs !

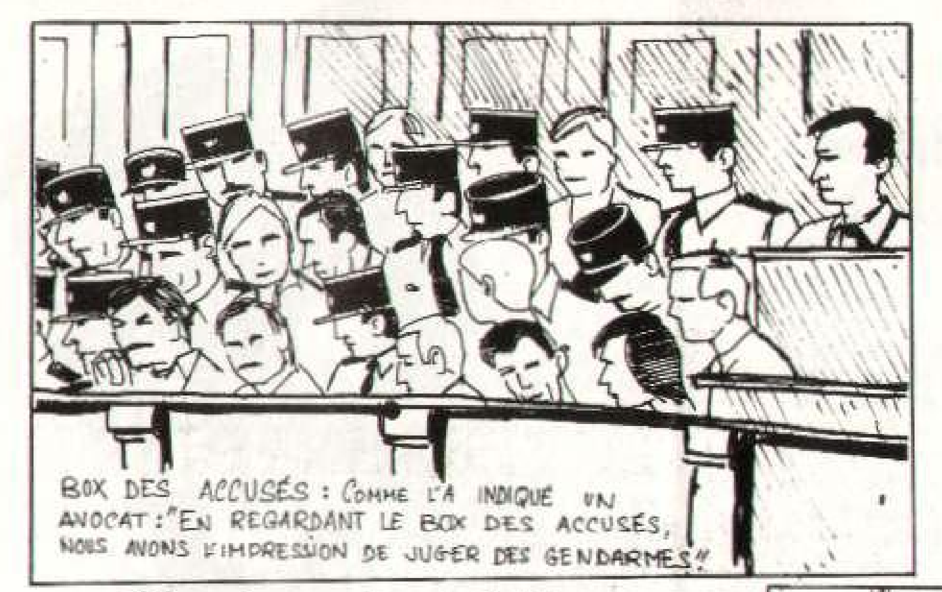
Bien des obstacles se sont opposés et s'opposent à l'unité Français-immigrés, à commencer par la situation de concurrence dans laquelle les placent les capitalistes face à eux, à commencer par les campagnes racistes menées par les officines d'extrême droite spécialisées et directement par le pouvoir, s'appuyant sur les marques profondes de l'idéologie colonialiste dans notre pays.

Il faut reconnaitre que les chefs des partis de gauche, des grandes centrales syndicales ouvrières, qui prétendent toujours représenter les intérêts des travailleurs ont largement laissé le champ libre à tout cela et ne se sont guère préoccupés des immigrés (c'est que ces travailleurs là ne votent pas !).

C'est même avec une obstination qui n'a d'égale qu celle d'un Stoléru qu'ils ont toujours refusé et refusent toujours de reconnaitre le Comité de coordination des foyers immigrés en grève, empêchant ainsi que se développe autour de cette lutte vieille de plus de quatre ans déjà la large solidarité dont elle aurait dû bénéficier.

Il est temps, face à cette brèche terrible que patronat et gouvernement tentent de creuser dans le front ouvrier, de rassembler tous les efforts au-delà des appartenances politiques et syndicales pour opposer aux coups de Giscard-Barre-Bonnet-Stoléru l'unité de la classe ouvrière et de tous les travailleurs.

Jacques DUROC



La Cour de sûreté de l'Etat «croquée» par Sylvestre



Liberta per i patrioti corsu

Devant la juridiction d'exception qu'est la Cour de Sûreté de l'Etat, le 14 juin a commencé le premier procès des patriotes corses, jusqu'à fin-juin début-juillet. Sept des inculpés passeront devant un tribunal militaire.

Dénonciation des atteintes aux droits de l'Homme : la fantomatique chambre d'accusation où il devrait y avoir un débat contradictoire à parité entre l'accusation et la défense. Or c'est l'inégalité flagrante et le sort des accusés peut être aggravé unilatéralement. C'est la loi la plus grave de cette juridiction. Violation également par les conditions de détention, la garde à vue de six jours... Les patriotes refusent de s'expliquer sur les faits, leur défense est uniquement basée sur le plan politique. Ils dénoncent les escrocs et profiteurs soutenus par l'Etat français, l'appropriation des meilleures terres par d'anciens colons d'Algérie, l'exil forcé et l'élimination programmée du peuple corse, de sa langue et le baillonnage de sa culture...





Le contenu des audiences a été fait chaque jour dans le quotidien jusqu'à celui daté du 28 juin (sauf celui daté du 22). Vous pouvez les commandes à l'administration d'HR. Dans le prochain bi-mensuel : un article-bilan.



LOYERS EN FOLIE

La nécessaire riposte

La « réforme du logement » vient de franchir une nouvelle étape, avec la décision gouvernementale de « libérer » les loyers. Seules quelques catégories encore protégées par la loi de 1948 y échappent encore, mais pour combien de temps ?

Les organisations de propriétaires, les sociétés de gestion immobilière, de manière concertée, ont déjà commencé la résiliation massive de bails en vue d'imposer des augmentations de 30 ou 40 %, chargeant de plus les locataires de frais d'immeuble normalement à la charge des copropriétaires. C'est ce que nous ont indiqué des responsables de la CSF (Confédération syndicale des familles, qui organise environ 20 000 familles dans le pays), en prenant exemple de la région Rhône-Alpes.

C'est un coup très dur contre le niveau de vie, les ressources vitales des travailleurs, un élément du vaste plan antipopulaire que développent les Giscard-Barre pour faire payer à notre peuple les restructurations au cours et tirer plus de profit de chaque travailleur.

Pour y faire face, il s'agit d'abord de s'organiser, à la CNL, la CSF ou la CSCV, selon les lieux, dans les comités de locataires existants. Le locataire seul est une proie facile face aux requins de l'immobilier, aux organisations de propriétaires et sociétés de gestion disposant de puissants moyens et d'une législation entièrement en leur faveur, et de plus en plus, à chaque nouveau pas de la réforme. Sait-on, par exemple, que le simple droit de grève des charges, des loyers n'est pas légalement reconnu ?

Il faut ensuite, dans le cadre de ces organisations, travailler à l'unité la plus large pour s'opposer concrètement aux hausses en utilisant les moyens nécessaires, y compris leur non-paiement.

Interview de M.Drigny, responsable de la CSF (Confédération syndicale des familles)

M. Drigny et d'autres responsables de la CSF, que nous avons rencontrés dans le courant d'une session de travail de leur organisation précisément sur le problème du logement, nous ont d'abord fait part de la position commune adoptée le 22 juin par la CNL, la CSCV, la CSF, la CFDT et la CGT (voir extraits ci-contre). Ils ont ensuite cité diverses initiatives déjà prises par la CSF ou en unité avec d'autres organisations : interventions auprès des pouvoirs publics, des parlementaires, pétitions, blocage des augmentations de loyer, rassemblements et manifestations, etc. avec quelques succès parfois : blocage effectif des loyers, annulation d'une augmentation, négociation ouverte, etc.

Pour ce qui concerne la possibilité d'obtenir des résultats (et leur ampleur), M. Drigny indique qu'il s'agit là *« d'une question de rapport de force »*. Il cite l'exemple de l'Italie : *« Il y a eu une large mobilisation là-dessus, y compris des syndicats ouvriers, avec des autoréductions de masse, avec aussi des débrayages et des manifestations. Ils ont obtenu une réglementation des loyers. Nous, on part d'une réglementation héritée de la Libération et qui est démolie pas à pas ! »*. Il note en France des insuffisances du côté des centrales ouvrières (*« Non pas qu'elles doivent se substituer à nous, mais elles sont bien placées pour sensibiliser les travailleurs et surtout pour les inciter à s'organiser sur ce terrain ; que ce soit à la CNL, à la CSCV ou chez nous, là n'est pas le problème »*).

Insuffisance aussi du côté des municipalités de gauche : *« Combien d'entre elles, consultées sur des problèmes de hausses de loyers (elles le sont en général) ont dit oui en douce »*. Il regrette *« l'esprit de boutique qui, ici comme aillleurs, entrave l'unité »*.

Il en vient à la base sur laquelle se fonde essentiellement l'action de la CSF en matière de logement :

(Suite page 8)

(Suite de la page 7)

Le droit au logement pour tous

Dans ce sens, la CSF rejette la conception bien capitaliste du « logement marchandise ». Cela suppose — car il s'agit d'assurer un logement décent — un revenu qui le rende accessible. A cet égard, la CSF parle d'un *« revenu social minimum garanti »* pour toute personne quelque soit son « handicap » (personne âgée, femme seule, chômeur sans ressources, etc.) et qui serait de l'ordre de 75 % du SMIC. A propos des aides, M. Drigny signale qu'une enquête récente montre que les prestations familiales ont perdu 50 % de leur valeur dans les dix dernières années ! Il ajoute que la fameuse APL (aide personnalisée au logement) ne touche que quelques dizaines de milliers de personnes (et le plus souvent pour accession à la propriété). Il signale enfin que dans l'indice des 279 articles, le loyer compte pour... moins de 6 % !!!

Problèmes de revenu, problème de droit aussi, la législation sur les bails est on ne peut plus vague et toute en faveur des propriétaires. Les durées peuvent être d'un mois (les meublés) à plusieurs années ! Selon la CSF, le bail ne devrait être résiliable que par le locataire (sauf cas grave).

Nous parlons enfin de cette maladie du capitalisme, sur laquelle prospèrent nombre de sociétés servant plus ou moins de paravent aux grands monopoles du pays : la spéculation foncière, qui interdit tout politique d'urbanisme sociale, tout au moins dans les grandes villes et sur laquelle M. Drigny note que les partis, y compris de gauche, ne sont guère loquaces...

LOYERS EN FOLIE

Communiqué commun

CNL-CSCV-CSF-CFDT-CGT

(...) La diminution de l'aide à la pierre, de la part de l'État, va conduire dans le locatif neuf, à des augmentations de loyers massives pouvant atteindre fréquemment 80 %. Seuls, les locataires aux faibles ressources recevant une APL, pourront habiter ces logements constituant ainsi une nouvelle ségrégation. Pour une majorité des autres ménages, ils ne pourront s'y loger, resteront dans l'ancien ou s'orienteront vers l'accession avec les risques que cela comporte.

Dans le parc locatif ancien, les locataires obligés d'accepter les contraintes du conventionnement par la contribution au FNH (Fonds national de l'habitation) auquel s'ajoutera le remboursement des emprunts pour réparations, verront de ce fait, leur loyer augmenter dans de grandes proportions.

Quant à l'accession à la propriété, l'accès aux nouveaux prêts indexés, la difficulté quasi insurmontable de réunir les sommes indispensables pour l'apport personnel, rend impossible l'accès à la propriété des catégories de salariés aux faibles revenus. De plus, l'action publicitaire des promoteurs privés risque d'abuser une clientèle avec les inconvénients que cela comporte :

— Taux d'endettement trop élevé ;
— Constructions de mauvaise qualité ;
— Lotissements loin des centres.

L'APL, en dépit d'une revalorisation, conserve une efficacité réduite. Intervenant pour les ménages aux faibles revenus, elle pénalise, par contre, les ménages dont les deux conjoints travaillent, ou ceux dont la situation de famille change. Sa non-indemnisation la rend précaire.

En résumé, les premiers résultats font apparaitre plus clairement les objectifs réellement poursuivis par le gouvernement à travers cette réforme, à savoir le report de l'aide financière de l'Etat pour les salariés, lesquels verront leur part consacrée au logement nettement augmentée.

Les organisations s'opposent à cette politique qui tend à la disparition du logement social au détriment des besoins les plus élémentaires de 16 millions de mal-logés. Ils exigent de la part du gouvernement : le maintien de la loi de 1948 pour les logements catégorie 2 B, le blocage provisoire des loyers et des charges dans tous les secteurs pour le 1er juillet avec subvention d'équilibre pour les organisme d'HLM. La négociation d'une règlementtation de tous les loyers, la revalorisation de l'aide personnalisée lui donnant plus d'efficacité pour les bénéficiaires actuels, son indexation et l'élargissement de son champ d'application, la reconnaissance des organisations représentatives des usagers avec attribution de moyens techniques et financiers.

Fait à Paris, le 22 juin 1979.
CNL, CSCV, CSF, CFDT, CGT.

PARIS
Manifestation de la CNL

Ils étaient près de quinze cents à manifester, le mercredi 21 juin, à l'appel de la CNL contre les mesures du gouvernement de libération des prix des loyers. Manifestation colorée. Les manifestants, en effet, portaient tous un ballon exigeant l'annulation des hausses. Pendant la manifestation, j'ai pu m'entretenir avec un responsable de la CNL. « *Partout où c'est possible, nous appelons à refuser de payer les majorations des loyers* », m'indiquait-il. Il cita l'exemple de Allonnes (Sarthe) où mille locataires s'organisent avec le CNL pour refuser ces hausses.
G.L



Départ de la manifestation des Invalides.

LE FIL DE L'ACTUALITE

LES DAMNES DE LA LOI

CRS hors des foyers de Garges-lès-Gonesse, Thionville et Vitry-sur-Orne !

Vendredi 22 juin, 8 h 55 : des centaines de CRS investissent le foyer de Garges-lès-Gonesse, brutalement. Depuis, ils occupent le foyer. Les résidents ont décidé de riposter et campent à quelques mètres des CRS sur un terrain vague en face de leur foyer. La Sonacotra ne leur a pas pardonné d'avoir refusé des loyers trop chers.

Les manifestations se sont succédées devant ce foyer. Une pétition a circulé immédiatement au BHV de Garges pour demander le retrait des CRS. La population des cités des Doucettes, d'abord réticente, est venue rejoindre les résidents (sandwichs, repas assurés par la municipalité). La solidarité se développe. Lundi 25 juin, une première réunion syndicats-Comité de coordination s'est tenue où étaient représentées la section CFDT de l'Alsthom-Saint-Ouen, l'Union parisienne de la métallurgie CFDT, la CFDT de la SFP, l'Union syndicale des hôpitaux du 93-CGT (Seine-Saint-Denis), la CFDT-Kodak et l'Association des Marocains en France.

Nous vous appelons à suivre l'exemple de ces sections syndicales CFDT et CGT qui ont commencé à organiser concrètement le soutien aux grévistes.

CRS, HORS DES FOYERS DE GARGES-LES-GONESSE, THIONVILLE, VITRY-SUR-ORNE.

RÉINTÉGRATION DES RÉSIDENTS

SONACOTRA CEDERA

RECONNAISSANCE DU COMITÉ DE COORDINATION

Guy LANRIVAIN.









International

Les réfugiés de la mer

La responsabilité criminelle de Hanoï



Impossible de pratiquer aujourd'hui la politique de l'autruche ; impossible de pouvoir dire, demain : « *Nous ne savions pas !* ». Car tous les jours, les journaux, la télé, nous déversent des images innombrables, atroces, insoutenables sur la tragédie du « Boat People », ces réfugiés du Vietnam, du Laos, du Cambodge, qui pourrissent dans des camps ou sont rejetés à la mer devenue déjà, pour des milliers d'entre eux, un tombeau.

Il faut ouvrir les yeux et avoir le courage de recevoir de plein fouet ces visages désespérés dont les yeux reflètent l'horreur du passé et l'angoisse des lendemains. Ces corps de bébés décharnés, ces vieillards épuisés, ces blessés, ces mourants, entassés sur quelques planches flottant tant bien que mal ou sur quelques mètres carrés de plage.

Il faut avoir le courage d'ouvrir notre intelligence aussi pour comprendre d'où vient ce drame épouvantable, qui en porte la responsabilité aux yeux de l'histoire, comment intervenir pour le faire cesser.

Car voilà qu'on apprend que ce peuple d'errants qui avait trouvé un refuge précaire sur les plages de Malaisie, des Philippines, d'Indonésie est à nouveau rejeté à la mer, remorqué de force sur ses pauvres raffiots vers les eaux territoriales, vers une mort quasi-certaine. Voilà que la marine et l'armée malaises ont reçu l'ordre de tirer sur tous ceux qui tenteraient de débarquer pour les repousser vers le large. 260 bateaux rassemblant quelques 40 000 réfugiés auraient déjà été ainsi renvoyés.

Mais il est trop facile de s'indigner de l'attitude des pays submergés par ce flot de misère et d'en rester là. Car tous ces pays doivent aussi gérer leur propre misère de pays du tiers monde victimes de surpopulation, de carences alimentaires et de famines endémiques, d'absence dramatique de médecins et de médicaments.

Rien que pendant le mois de mai, 17 000 réfugiés vietnamiens ont échoué sur la côte est de la Malaisie qui accueille déjà 76 000 d'entre eux. 60 000 en tout ont échoué durant ce même mois, sur les côtes des pays voisins du Vietnam. 43 000 d'entre eux sont déjà entassés sur le kilomètre carré de l'îlot de Poulo Bidong. Pour cinq qui débarquent, un seul peut espérer obtenir un jour un visa dans un pays occidental. L'ensemble des pays de la Communauté économique européenne n'a pour l'instant versé qu'à peine 30 millions de francs au Haut Commissariat des réfugiés de l'ONU, une goutte d'eau dans cet océan de misère.

Le cynisme vietnamien

Et cet exode ne s'arrêtera pas là. Le délégué vietnamien à la conférence de Djakarta qui vient de se tenir sur ce problème a eu le cynisme d'annoncer que le gouvernement de Hanoï avait « planifié » ces départs au rythme de 10 000 par mois ! Cette politique d'exode délibérée, encouragée en sous-main par Moscou, vise aussi à entretenir une pression insupportable sur les structures sociales et économiques des pays voisins qui s'opposent aux ambitions du Vietnam et continuent courageusement de dénoncer son invasion du Kampuchea.

Elle permet aussi à Hanoï de tirer un profit scandaleux de la misère dans laquelle sa politique plonge le peuple. L'or extorqué aux réfugiés représente déjà la moitié du budget du commerce extérieur vietnamien !

Le problème des réfugiés du Vietnam, du Laos, du Kampuchea, aujourd'hui, est avant tout dû à la responsabilité des dirigeants de Hanoï engagés dans une politique de mainmise, d'agression et de guerre contre leur propre peuple et les peuples voisins.

Au nom même des principes qui ont fait se dresser hier des millions d'hommes et de femmes aux côtés du peuple vietnamien victime de la barbarie américaine, il nous faut nous lever et nous organiser aujourd'hui contre le Vietnam et ses maîtres soviétiques, aux côtés des peuples vietnamien, lao, cambodgien et des autres peuples de la région, avec le même élan et la même détermination.

Les paroles mielleuses, hypocrites, mensongères des dirigeants vietnamiens n'y pourront rien : ce mouvement historique est déjà commencé et ira en grandissant sans cesse jusqu'à leur défaite totale.

Annie BRUNEL

DU MONDE ENTIER

ACCORDS SALT II

La fausse paix des superpuissances

Carter et Brejnev ont signé lundi 18 l'accord Salt II sur la (non) limitation des armes nucléaires stratégiques. Salt I avait été signé en 1972, et depuis, les dépenses soviétiques se sont accrues de 73 % et les américaines de 44 %. Pas plus que pour le précédent, on ne peut s'attendre à ce que l'accord Salt II ne limite en quoi que ce soit la course aux armements que se livrent les deux superpuissances pour la domination mondiale.

CAMBODGE

Relance de la guérilla

La radio du Kampuchea démocratique a rapporté que les cadres kampuchéens responsables de la guerre de guerilla se sont réunis les 1er et 2 juin pour faire le bilan des expériences acquises depuis le congrès des représentants des unités de guerilleros qui s'était tenu en février dernier. A cette occasion, ils ont renouvelé leur appel au peuple kampuchéen de s'engager dans une guerre de guerilla encore plus étendue, plus acharnée, plus mobile et plus efficace contre les agresseurs vietnamiens.

AFGHANISTAN

L'URSS en difficulté

Selon le chef rebelle Mohammed Rabani, lors de la prise de Herat par les guerilléros, trois cents officiers et experts soviétiques auraient été tués. On apprend par ailleurs que les familles des quelque six mille experts soviétiques en Afghanistan viennent d'être rapatriées en URSS, ainsi que les familles des deux principaux dirigeants afghans, le président Taraki et le premier ministre Amin. Face à l'extension de la rébellion que va faire Brejnev ? Retirer ses troupes ? C'est peu vraisemblable, il est au contraire fort probable qu'il va augmenter sa mise et accroître son « aide » militaire très intéressée.

NICARAGUA

Offensive générale



Ces deux dernières semaines, les événements sont allés très vite au Nicaragua. Du point de vue militaire tout d'abord. Les Sandinistes ont tiré les leçons de l'offensive qu'ils avaient lancée au mois de septembre dernier et qui s'était terminée par un massacre de la population. Cette fois, c'est tout le pays qui est embrasé. Somoza, le dictateur, refuse toujours ce que toute la population réclame : son départ.

Malgré les bombardements, les massacres et toute la barbarerie dont sa garde nationale est capable, les combattants sandinistes tiennent bon. L'offensive est entrée maintenant dans sa deuxième phase : la prise de la capitale Managua ou se terre Somoza.

Un gouvernement provisoire a été composé à l'initiative des Sandinistes ; il est destiné à prendre en main le pays après la victoire. Une victoire que souhaite et soutient plusieurs pays d'Amérique latine (surtout Costa-Rica, Mexique, Vénézuela, Panama).

Le gouvernement américain, qui depuis des mois espère trouver une solution à sa convenance, essaie désespérément d'empêcher les Sandinistes de prendre le pouvoir. Tant d'intérêts sont en jeu pour lui. Aucune solution à l'amiable n'étant possible, le département américain a alors annoncé l'éventualité d'une intervention armée américaine. Cette annonce a provoqué une très vive réaction des pays latino-américains qui s'y sont farouchement opposés. Carter a été contraint de faire marche arrière. C'est là une importante victoire des pays du tiers monde qui sont traditionnellement sous la coupe des USA. C'est au sein même de l'organisation qu'il a créé, l'OEA (regroupant tous les pays d'Amérique latine) que l'impérialisme américain s'est vu infligé une gifle, illustrant une nouvelle fois le décin de cet impérialisme qui n'est plus en mesure de faire la pluie et le beau temps dans cette partie du monde où il était encore, il n'y a pas si longtemps, le maitre incontesté.

TCHECOSLOVAQUIE

Et les droits de la défense ?

Maître Danisz, avocat de Jaroslav Sabata et d'autres militants des droits de l'homme, vient d'être radié du barreau et condamné à une peine de trois ans de prison avec sursis. Il avait osé dire que certains de ses clients avaient été tabassés par des flics...

Pour défendre Maître Danisz, quatre avocats français, membres du PCF, avaient décidé de l'assister. Les autorités tchécoslovaques leur ont refusé purement et simplement leur visa d'entrée. Alors, où sont les droits de la défense en Tchécoslovaquie ?

L'interdiction professionnelle qui frappe Maître Danisz est d'autant plus grave que c'est lui qui devait assurer la défense de la dizaine de militants des droits de l'homme qui viennent d'être arrêtés et inculpés de « subversion contre la République ».

DU MONDE ENTIER

OMS

12 millions d'enfants morts

Des 122 millions d'enfants nés en 1978, douze millions seront morts avant la fin de l'année 1979.

C'est là la triste prévision de l'Organisation mondiale de la santé.

Chaque année, plus de dix millions d'enfants meurent de sept maladies. Contre six d'entre elles, la vaccination reviendrait à moins de trois dollars... Contre la septième (la diarrhée), il suffirait que chacun puisse avoir de l'eau potable.

Japon

L'URSS renforce sa main-mise sur les îles Kouriles

Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, l'URSS occupe les îles Kouriles, possessions japonaises dont le gouvernement de Tokyo ne cesse de réclamer la restitution. L'été dernier, les Soviétiques envoyaient environ quatre mille soldats sur les Kouriles où ils développaient en outre leurs installations navales et aériennes. Selon l'agence japonaise de la défense ils viennent récemment d'y acheminer de l'armement lourd en grande quantité. Le gouvernement de Tokyo s'inquiète à juste titre de cette nouvelle initiative agressive de Brejnev.

CISJORDANIE

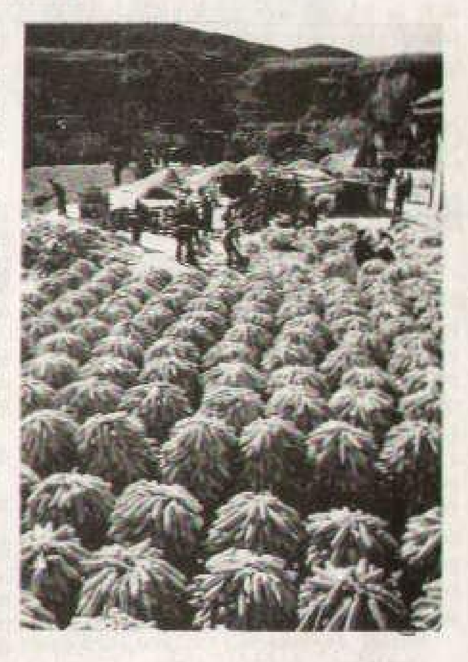
Manifestation contre l'implantation des colons

Dimanche 17 juin, environ deux mille personnes ont manifesté dans les rues de Naplouse, principale ville de Cisjordanie, contre l'implantation d'une nouvelle colonie israélienne à Eilon-Moreh aux portes de la ville. La manifestation fut précédée d'une grève générale des commerçants, mais les patrouilles de l'armée les ont contraints de rouvrir les boutiques en cisaillant les cadenas des rideaux de fer. Les soldats israéliens ont chargé les manifestants qui ont riposté en leur jetant des pierres. Le maire de Naplouse, M. Bassam Chakaa, très favorable à l'OLP, s'était joint aux manifestants qui l'ont acclamé et porté en triomphe.

A la suite de ces manifestations, la Cour suprême israélienne a du reculer et suspendre provisoirement la poursuite de l'implantation de la nouvelle colonie sioniste d'Eilon-Moreh.

CHINE

Session de l'Assemblée populaire



La Chine veut avancer plus vite dans la voie du socialisme et cela exige un effort gigantesque et la résolution de nombreux problèmes, telle est l'idée générale du discours présenté par Hua Guofeng, premier ministre, à l'Assemblée populaire.

Dans le domaine économique, Hua Guofeng a cité des chiffres révélateurs : augmentation de 7,8 % de la production céréalière, en un an, de 13,5 % de la production industrielle etc. Mais il a indiqué qu'il faudrait encore trois ans pour ajuster l'économie chinoise. Il a insisté sur la nécessité d'améliorer les conditions de vie des gens.

Le président chinois a également beaucoup insisté sur la « *nécessité de renforcer la démocratie et la légalité socialiste* ». Il a dit : « *Dans notre pays, sans une démocratisation politique très poussée, sans les efforts conjugués des masses sur la base d'une telle démocratie, sans l'application d'un nécessaire haut degré de centralisme sur la base de ces efforts, il serait impossible de réaliser les quatre modernisations* ».

Mise en garde envers l'URSS

Dans une interview que vient de publier le journal japonais *Sankei Shimbun*, le cheikh Yamani a déclaré que les pays arabes considèrent le pétrole comme une arme stratégique très puissante. Il a rajouté que toute décision inconsidérée de la part de l'URSS ou d'un autre pays socialiste d'occuper une partie du territoire arabe conduira à une troisième guerre mondiale.

GRANDE-BRETAGNE

Hausse des prix et chômage

Compte tenu de la hausse de la TVA annoncée par le gouvernement de Mme Thatcher, la hausse du coût de la vie en Grande Bretagne pourrait atteindre 17,5 % en novembre prochain. Selon *The Observer*, les estimations tenues secrètes par le gouvernement conservateur prévoient dès la fin de cette année une inflation de 20 % et deux millions de chômeurs.

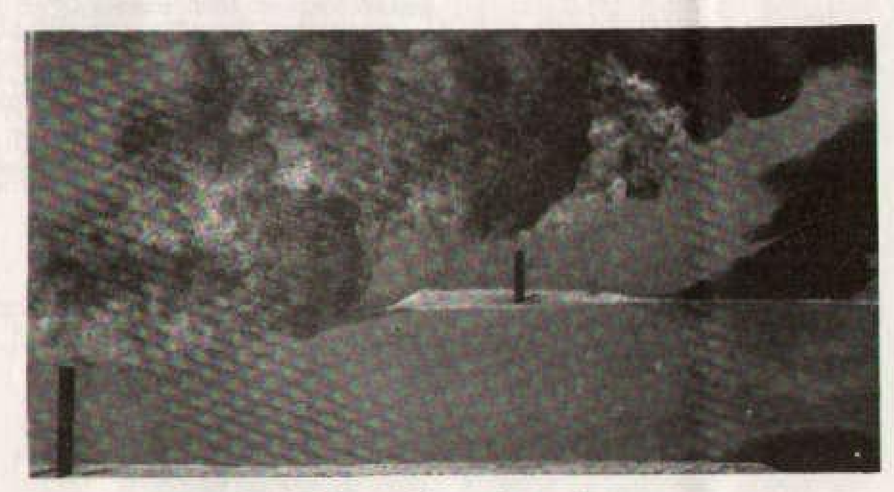
ACTUALITE

Le dossier brûlant de l'énergie

Dossier réalisé par Joël Fabien

Crise de l'énergie et crise de l'impérialisme

Pas un seul jour, sans que l'énergie, le pétrole, le programme nucléaire, les énergies nouvelles ne fassent «la une» des journaux. Dans ce débat, nous sommes partie prenante. Quelles solutions au problème de l'énergie ? Nous avons voulu en savoir plus. Ce dossier, qui, bien sur, présente des lacunes, sera complété ultérieurement.



L'ère du pétrole

« *La guerre de l'énergie est commencée* » titre un ouvrage récent (1). En fait, elle n'a jamais cessé et l'histoire de l'énergie est indissociable de celle du capitalisme. La première industrialisation est née autour des bassins houillers, en Europe du Nord-Ouest, aux USA. Cependant, la consommation mondiale du charbon a crû lentement : elle n'a été dépassée par les hydrocarbures (pétrole et gaz naturel) qu'en 1956. Mais géographiquement localisée, son utilisation a permis la naissance des grands pays industrialisés. Les USA allaient ensuite bénéficier de l'avantage que lui apportait un sol plus riche en hydrocarbures que celui de l'Europe occidentale. Les découvertes du colonel Drake en 1859 donnent le coup d'envoi de l'industrie pétrolière et un atout majeur pour l'impérialisme américain.

La loi américaine accordant alors la propriété du sous-sol avec le sol, le marché va d'abord être une véritable jungle. Le plus petit prospecteur va pomper le plus rapidement possible, de peur que son voisin n'assèche la nappe souterraine. D'où le cycle infernal : surproduction, baisse des prix, découragement des investisseurs, pénurie, hausse des prix, nouveaux investissements. Mais à chaque cycle, les gros mangent les petits.

Finalement, sept énormes sociétés se constituent : les « sept sœurs » dont cinq sont américaines et dont les chiffres d'affaires sont supérieurs au produit national brut de pays comme l'Inde et le Brésil. Rafiant ensuite sous forme de concessions les terrains pétrolifères du Moyen-Orient, elles assument bientôt 75 % de la production et de la distribution.

Coup de théâtre : les pays producteurs s'organisent

Mais la situation hégémonique des USA, en 1971, n'est plus ce qu'elle était. Quatre facteurs vont avoir un caractère déterminant sur l'époque :

1) La défaite US au Vietnam scelle la fin de l'impérialisme triomphant. Les menaces d'intervention des flottes US n'ont plus la même portée.

2) L'URSS, par contre, a rattrapé les USA : coincés entre les deux superpuissances, les pays arabes peuvent jouer sur leur rivalité.

3) La Grande-Bretagne a dû renoncer définitivement à ses ambitions politiques et militaires au Moyen-Orient.

4) La production pétrolière américaine ne suffit plus à sa demande. Par ailleurs, les évaluations des réserves internes sont revues pratiquement chaque année en baisse. D'autre part, stratégiquement, il est indispensable de ne pas attaquer ces réserves. Il faut qu'en cas d'une troisième guerre, les USA ne soient pas tributaires des importations.

En 1960, les pays exportateurs de pétrole se sont regroupés au sein de l'OPEP (en anglais OPEC) : il lui faudra quatorze ans pour enlever aux sept sœurs le pouvoir de fixer unilatéralement le cours du pétrole brut. Compte tenu des facteurs ci-dessus, il semble bien qu'elles aient « mis les pouces ».

Pas totalement.

Il faut bien avoir à l'esprit que la bataille du pétrole comprend cinq protagonistes : les USA, les pays consommateurs (notamment l'Europe et le Japon), les pays producteurs, les pays du tiers monde non-producteurs, l'URSS. Et, suivant les rapports de force et leur évolution, la « bataille » va connaître plusieurs phases.

L'Europe occidentale et le Japon adoptent le même système économique que les USA — et partant le même style de consommation à haut « profil » énergétique. Vers 1960, les élèves deviennent de sérieux concurrents pour le maître : leur croissance est nettement plus rapide, leurs produits menacent même le marché intérieur américain.

Mais les deux outsiders ont un point faible : ils doivent importer plus des deux tiers de leurs besoins énergétiques. Les USA vont jouer sur ce point faible et *pousser à la hausse* au moins conjoncturellement. Ce faisant, ils visent plusieurs objectifs :

1) Ils pénalisent leurs concurrents européens et japonais.

2) Ils font barrage à l'URSS qui cherche à s'implanter au Moyen-Orient et profite de sa situation hégémonique dans le Comecon

3) Ils revalorisent leurs ressources énergétiques intérieures.

4) Les sept sœurs y trouvent leur compte puisqu'elles tirent l'essentiel de leurs profits à la production.

5) Les USA peuvent espérer récupérer sous forme d'investissements les millions de dollars que coûte l'augmentation.

Le graphique ci-contre illustre que le pari est juste — en partie. La RFA et le Japon ont fait le même.

6) Ils peuvent espérer diviser les pays du tiers monde entre consommateurs (pénalisés par la hausse) et producteurs (apparaissant comme les nouveaux riches). D'autant qu'ils peuvent compter sur les Etats forts : Arabie Saoudite, Koweit et... Iran.

Fin 1978, la situation a évolué — et pas en faveur des USA — le front des pays producteurs n'a pas éclaté. Mieux l'exemple du pétrole a eu un effet contagieux : à leur tour, les pays producteurs de café, puis ceux du cuivre ne veulent plus de cours mondiaux fixés unilatéralement.

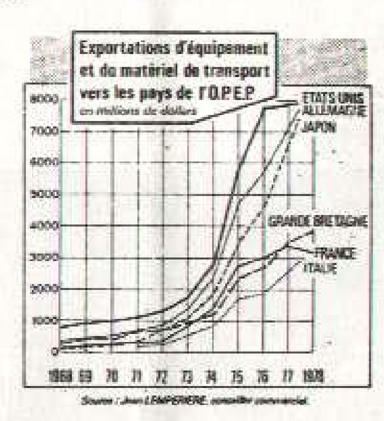
L'OPEP a décidé de doubler, puis de tripler son aide aux pays du tiers monde non-producteurs.

Le Moyen-Orient n'est plus aussi sûr : le régime du Shah a été balayé. La production iranienne de pétrole (10 % de la production mondiale) ne pourra dans la meilleure hypothèse reprendre son rythme que fin 1979. De plus, il semble bien que Khomeiny veuille mettre un frein à l'industrialisation accélérée de l'Iran donc à limiter la production.

Consciente de sa force, l'OPEP joue maintenant sur une éventuelle réduction de la production, sachant que la « relève » du pétrole ne pourra être prise avant plusieurs décennies.

La solidarité occidentale risque de voler en éclats, l'Europe supportant de moins en moins le diktat américain.

L'URSS, largement excédentaire, peut offrir son pétrole brut sur le marché.



Source : Jean LEMPERERE, conseiller commercial.

L'énergie, une clé de l'avenir

On a pu dire que l'ère du pétrole était aussi l'ère de l'automobile. Force est de constater qu'en effet, même dans la crise économique mondiale, l'industrie automobile n'a cessé de garder une remarquable stabilité. Elle emploie des millions d'ouvriers et socialement elle constitue un point névralgique. Aucun Etat occidental ne peut remettre fondamentalement en cause l'option automobile. Et si la technique de fabrication des carburants de synthèse a fait en une dizaine d'années d'énormes progrès, elle n'a pas atteint encore une application industrielle assez importante pour se substituer au pétrole. Elle est, en outre, grande « mangeuse » d'électricité.

A juste titre, le chancelier Schmidt pouvait récemment déclarer : *« Au cours des décennies à venir, aucun pays, ni à l'Est ni à l'Ouest, ne pourra se permettre de renoncer à quelque forme d'énergie que ce soit »* et *« l'approvisionnement sûr des pays en énergie est un gage de paix dans le monde »*. *Traduisons :*

— Le contrôle des sources d'approvisionnement va être un enjeu très important de la rivalité entre l'URSS et les USA.

— L'Europe ne pourra prétendre à son indépendance politique que dans la mesure où elle assurera son indépendance énergétique.

— Les pays du tiers monde n'acceptent plus le pillage systématique de leurs richesses naturelles. Mieux, ils sont amenés à affirmer leurs propres besoins énergétiques.

— La manière dont Europe et pays du tiers monde sauront tisser de nouveaux liens sera porteuse ou non de la possibilité de faire pièce à l'hégémonie des deux superpuissances.

(1) de L. Taccoen aux Editions Flammarion.

Les 7 soeurs

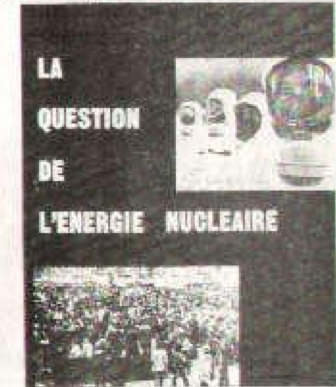
Elles sont cinq américaines : *Exxon*, ancienne Standard Oil of New Jersey plus connue sous la marque *Esso*, *Texaco*, *Mobil Oil Corporation*, *Standard Oil of California*, connue en Europe sous la marque *Chevron*. Une anglaise *British Petroleum* (BP). Une anglo-hollandaise : *Royal Dutch Shell*.

C. Carwin, président du groupe Exxon, déclarait récemment : *« Toutes les compagnies profitent de la hausse des prix »* mais cela n'a rien *« d'exagéré ni de choquant »*. *« J'ai encore beaucoup de mal à emprunter pour financer en Europe des raffineries qui rapportent du 4 à 5 % »*.

Le groupe, deuxième multinationale mondiale après la General Motors pour le chiffre d'affaires, a fait en 1978, 2,76 milliards de bénéfice et 855 millions pour le premier trimestre 1979 !

La Compagnie française des pétroles — CFR — créée en 1974 pour gérer les intérêts de la France dans l'Irak Petroleum Company est le huitième groupe pétrolier par importance. Elle contrôle cent quarante-trois filiales réparties dans le monde.

Nous avons publié ...



L'énergie nucléaire, une solution ?

Quelques notions scientifiques

La structure de la matière

Tous les corps de la matière sont composés *d'atomes* infiniment petits : dans une goutte d'eau de un centième de gramme, il y a environ 30 000 milliards d'atomes d'oxygène et 60 000 milliards d'atomes d'hydrogène.

L'atome est lui-même un assemblage de trois sortes de particules.

Les protons

Particules qui portent une charge d'électricité positive.

Les neutrons

Particules qui ne portent aucune charge électrique. Protons et neutrons ont pratiquement la même masse.

Les électrons

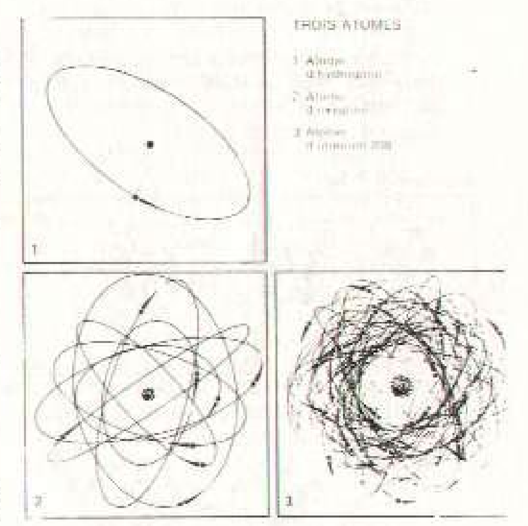
Particules de masse environ 2 000 fois moindre que les protons et les neutrons ; elles portent une charge d'électricité négative égale, en valeur absolue, à celle du proton.

Les protons et les neutrons constituent le *noyau* des atomes.

Les électrons gravitent autour du noyau à des vitesses prodigieuses, de l'ordre de sept millions de milliards de révolutions par seconde.

Il y a autant d'électrons dans un atome que de protons dans son noyau. L'atome est donc électriquement neutre.

Les atomes sont très petits, mais les noyaux sont encore infiniment plus petits. Le diamètre de l'atome est environ 10 000 fois plus grand que le diamètre de son noyau où se trouve concentrée sensiblement toute sa masse. Aussi, la densité des noyaux est-elle de plus de cent millions de tonnes par centimètre cube.



Si l'on grossissait un atome d'hydrogène aux dimensions d'un terrain de football, le noyau pourrait être représenté par une bille.

Eléments chimiques et isotopes

Un atome est défini par le nombre de protons et le nombre de neutrons contenus dans son noyau. Les propriétés chimiques d'un atome dépendent du nombre et de la disposition des électrons qui gravitent à sa périphérie, donc du nombre des protons contenus dans son noyau ; ce nombre est appelé nombre atomique. Tous les atomes qui ont le même nombre atomique ont les mêmes propriétés chimiques, même s'ils n'ont pas le même nombre de neutrons. Ils appartiennent au même élément chimique désigné par un même symbole (ex : H pour hydrogène).

Suite de la page 15

Il y a 90 éléments chimiques dans la nature et treiz éléments chimiques ont été créés artificiellement (ex : le plutonium).

Les atomes qui ont le même nombre de protons et un nombre différent de neutrons sont appelés isotopes. Le nombre des neutrons apparait dans le nombre de masse (total des neutrons et des protons contenus dans le noyau).

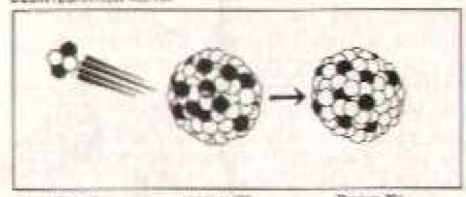
Les propriétés physiques des isotopes d'un même élément sont différentes, de même que leurs propriétés nucléaires.

Il existe 325 isotopes naturels (toujours présents dans les mêmes proportions dans le même élément) et 1 200 isotopes ont été créés artificiellement.

Molécules

Constituées par un assemblage d'atomes qui mettent en commun un certain nombre d'électrons, elles caractérisent les *corps purs*.

DESINTEGRATION ALPHA



DESINTEGRATION BETA

Electron — Thorium 234 — Protactinium 234

EMISSION D'UN RAYON GAMMA

RADIUM INSTABLE — 7% — 93% — α — RADON NOYAU EXCITÉ — RAYON GAMMA — RADON (ETAT FONDAMENTAL)

Quelques notions scientifiques

Réactions nucléaires Radioactivité

Les rayonnements

Dans la nature, tous les atomes ne sont pas stables. Certains se transforment spontanément en d'autres atomes en émettant des rayonnements (rayonnement alpha, bêta et gamma).

Le phénomène est absolument indépendant des électrons, donc des propriétés chimiques de l'atome. Ainsi, le noyau d'uranium, par une série de formes intermédiaires, tend vers une forme stable (plomb 206). Chaque réaction de désintégration libère de l'énergie sous forme de rayonnements.

Rayonnement Alpha

Il est formé de noyaux d'hélium comprenant deux protons et deux neutrons. Il porte donc deux charges élémenaires d'électicité positive.

Exemple : l'uranium 238 dont le noyau est trop chargé en protons et neutrons se transforme en thorium 234 en émettant un rayonnement alpha.

$$^{238}_{92}U \longrightarrow ^{234}_{90}Th + ^{4}_{2}He$$

Rayonnement Bêta

Il est formé d'électrons.

Exemples :

1) Le thorium 234, dont le noyau est trop chargé en neutrons, se transforme en proactinium 234. Un neutron se transforme en proton et le noyau éjecte un électron négatif.

$$^{234}_{90}Th \longrightarrow ^{234}_{91}Pa + ^{0}_{-1}e$$

2) Le sodium 22, dont le noyau est trop chargé en protons, se transforme en néon 22. Un proton se transforme en neutron et le noyau éjecte un électron positif (1)

$$^{22}_{11}Na \longrightarrow ^{22}_{10}Ne + ^{0}_{+1}e$$

Rayonnement Gamma

C'est une vibration électromagnétique de très courte longueur d'onde, de même nature que la lumière ou les rayons X. Le noyau se libère ainsi d'un trop plein d'énergie dû à ce que les protons et les neutrons n'ont pas trouvé leur équilibre.

Le rayonnement gamma est toujours associé à une désintégration alpha ou bêta.

Un noyau se compose de particules non chargées, les neutrons, et de particules chargées d'électricité positive, les protons. Les protons, portant une charge du même signe, devraient donc se repousser mutuellement : or, on constate, d'une part, qu'ils demeurent rassemblés et, d'autre part, que la masse d'un noyau est toujours inférieure à celle que totaliseraient ses constituants s'ils etaient libres. Il y a donc dans le noyau ce que l'on appelle un « défaut de masse », équivalent d'après la théorie d'Einstein, à une certaine quantité d'énergie de liaison qui assure la cohésion du noyau. C'est l'énergie qu'il faudrait fournir au noyau pour dissocier les particules qui le composent.

$$E = \Delta m \times C^2$$

E : énergie de liaison ; Δm : défaut de masse ; C = vitesse de la lumière

En raison de l'énormité du facteur C (300 000 kilomètres/seconde), un très faible défaut de masse correspond à une énergie importante.

Le défaut de masse (ou l'énergie de liaison qui lui est proportionnelle) n'est pas le même pour tous les noyaux : il est relativement faible pour les noyaux légers comme l'hydrogène, il est maximum pour les noyaux de masse moyenne comme le fer, et il est à nouveau plus faible pour les noyaux lourds comme l'uranium.

L'apparition de l'énergie nucléaire résulte d'une disparition de matière ou, en d'autres termes, d'une augmentation du défaut de masse. Pour libérer l'énergie nucléaire, il faut donc provoquer une transformation tendant à produire des noyaux de masse moyenne pour lesquels le défaut de masse est maximum.

D'où la conception de deux types de réactions nucléaires énergétiques :

1) La fission ou rupture d'un noyau très lourd en deux noyaux plus légers.

2) La fusion ou agglomération de noyaux très légers pour former un noyau plus lourd.

La fission nucléaire et la réaction en chaîne

La fission est la rupture d'un noyau lourd (noyau d'uranium 235 par exemple) qui, sous l'impact d'un neutron, se scinde en deux noyaux plus petits (3). La fission s'accompagne d'un dégagement d'énergie dû à la perte de masse. Simultanément se produit la libération de deux ou trois neutrons.

Exemple :

$$^{1}_{0}n + ^{235}_{92}U \longrightarrow ^{94}_{38}Sr + ^{140}_{54}Xe + 2\,^{1}_{0}n + \text{énergie}$$

La réaction en chaine

Les neutrons ainsi libérés peuvent provoquer à leur tour la fission d'autres noyaux et la libération d'autres neutrons, et ainsi de suite... C'est ce que l'on appelle la réaction en chaine.

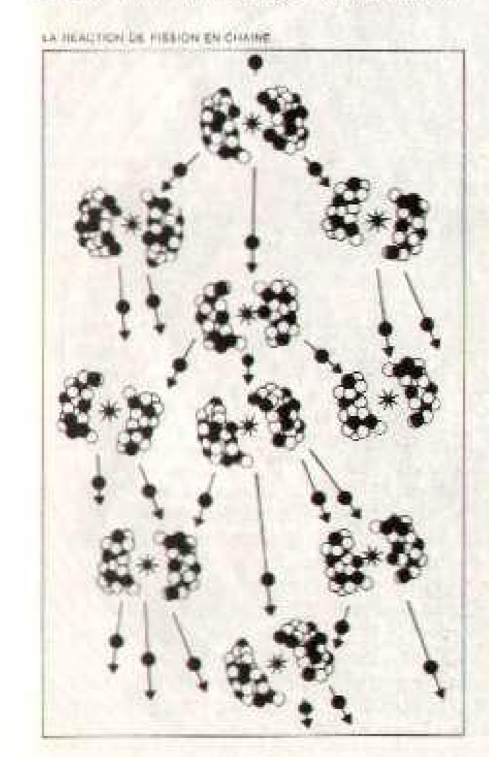
La masse critique

Les neutrons peuvent ainsi être absorbés dans l'uranium 238 ou s'évader sans provoquer une fission. Pour que la réaction en chaine s'établisse, il faut donc rassembler en un même volume une masse suffisante de noyaux fissiles, appelée « masse critique », afin que le nombre de neutrons productifs (fission) soit supérieur au nombre de neutrons improductifs (absorption ou évasion).

La bombe atomique est constituée par une masse critique ou la réaction en chaine se propage si rapidement qu'elle conduit à une réaction explosive dégageant une énergie considérable.

La pile atomique (ou réacteur) est constituée par une masse critique ou la réaction en chaine est contrôlée de façon à obtenir un dégagement d'énergie connu et prédéterminé.

LA REACTION DE FISSION EN CHAINE



La fusion

C'est la réaction de noyaux légers, deutérium ou tritium par exemple, qui s'agglomérent pour donner naissance à un noyau plus lourd. Cette réaction s'accompagne d'un dégagement d'énergie dû à la perte de masse.

Exemple :

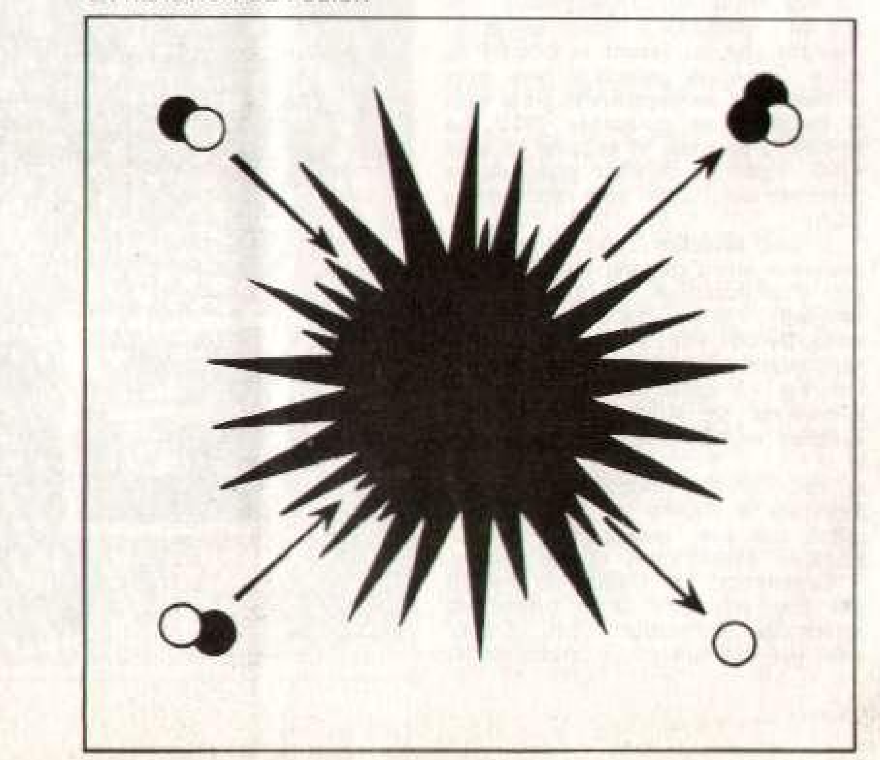
$$^{2}_{1}H + ^{2}_{1}H \longrightarrow ^{3}_{2}He + ^{1}_{0}n + \text{énergie}$$

Le phénomène de fusion ne peut se réaliser que dans des conditions de température extrêmement élevée de l'ordre de 100 millions de degrés. Il faut, en effet, une grande agitation thermique pour rapprocher des noyaux porteurs de charges de même signe.

La fusion se produit naturellement dans le soleil et les étoiles, artificiellement dans l'explosion de la bombe à hydrogène où la température initiale est apportée par l'explosion d'une bombe à fission.

On étudie en laboratoire les conditions qui permettront de réaliser la fusion contrôlée des noyaux légers, de manière à récupérer l'énergie produite. C'est en récupérant sous forme de chaleur l'énergie libérée par la réaction de fission dans un réacteur que l'on produit de l'électricité à partir de l'énergie nucléaire. Ainsi, la fission d'un gramme d'uranium 235 libère une énergie équivalente à la combustion de deux tonnes et demie de charbon.

LA REACTION DE FUSION



Le nucléaire a déjà une histoire

Février 1934 : Marie Curie meurt d'« anémie pernicieuse » pour avoir travaillé des années sur le radium.

A Rome, Enrico Fermi soumet de l'uranium au bombardement neutronique et obtient des atomes environ moitié plus légers. L'expérience est renouvelée en 1937 par Irène Joliot-Curie, en 1938 par Otto Hahn. Noël 1938 : Otto Frisch comprend le phénomène : l'atome d'uranium se casse pour donner des atomes du numéro atomique inférieur et délivrer de l'énergie. Il invente le mot « fission ».

L'intérêt militaire est évident. En 1939, Albert Einstein saisit Roosevelt de la nécessité de constuire la bombe... avant Hitler.

Août 1945 : Hiroshima et Nagasaki sont rasées. Einstein et un petit groupe de savants demandent à Truman de renoncer publiquement à la bombe. En octobre 1949, Oppenheimer supplie qu'on renonce à l'étape suivante : d'autres que lui feront la bombe H, mille fois plus puissante que celle d'Hiroshima. La première explose dans le Pacifique en novembre 1952. La seconde sera russe et explose en août 1953, signe des efforts gigantesques déployés par l'URSS pour rattraper les USA.

Il faut attendre 1954 pour qu'Eisenhower lève l'embargo sur les échanges d'informations techniques : la course à l'« atome pacifique » est ouverte. De fait, elle l'a été un an auparavant quand l'URSS a mis en service à Obninsk, à quelques centaines de kilomètres de Moscou, la première centrale nucléaire de taille industrielle.

Août 1955 : première conférence mondiale à Genève où pour la première fois sont échangées les informations scientifiques et techniques.

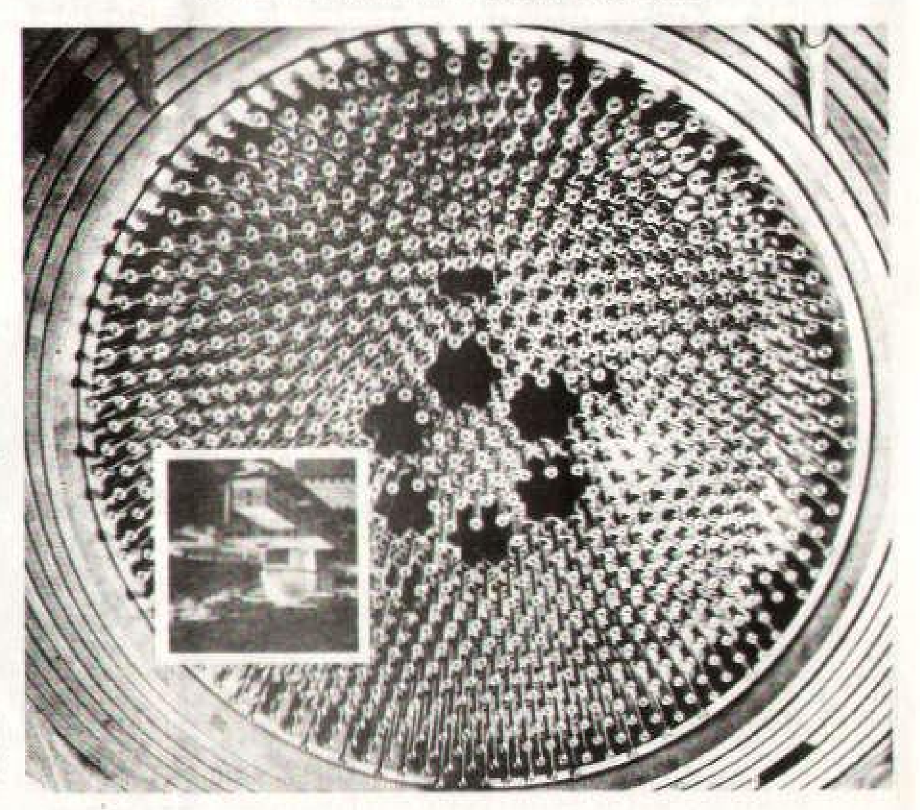
Cependant, De Gaulle ne voulait pas être tributaire de la protection américaine. En octobre 1945, il avait créé, par ordonnance, le commissariat à l'énergie atomique — CEA — avec comme mission expresse la fabrication d'une *« bombe française »*. Pour cela, il faut imiter les Anglais et produire du plutonium par la voie la plus courte, d'où le choix de la filière à uranium enrichi. La première bombe française explose à Reggan (Sahara) en février 1960.

Dans toute sa première phase, l'histoire nucléaire a donc presque exclusivement dépendu des nécessités militaires. Il n'est rien de moins sûr que de penser qu'elle s'en soit affranchie. De toute façon, elle en restera longtemps marquée. Et du même coup sera frappée l'opinion publique qui verra un danger de mort dans la présence des centrales nucléaires.

Signée entre les six premiers partenaires européens, la création d'Euratom en 1957 pourra entretenir l'illusion que l'Europe va se forger l'outil de son indépendance énergétique. Les conclusions du *« Rapport des sages »* vont malheureusement tout à l'inverse. Le capitalisme US, aide et soutenu par Washington, va s'engouffrer dans le « créneau » ainsi ouvert. Le financement de l'opération sera couvert à plus de 40 % par les capitaux américains. Les multinationales Westinghouse (1) et General Electric vont en être les bénéficiaires tout en se livrant une guerre acharnée des prix sur leurs procédés. Finalement, la filière LWR — à eau préssurisée — de Westinghouse l'emporte sur la filière BWR — à eau bouillante — de sa concurrente. Car le choix français a été déterminé d'une part par le conflit EDF-CFR, d'autre part par les pressions exercées par le « lobby » industriel des monopoles français.

(1) Dans le comité des sages figure Louis Armand, ancien président de la SNCF. En 1969, ses bons services seront récompensés : il est nommé PDG de Westinghouse Europe.

Cœur du surrégénérateur Rapsodie (Cadarache).



Nucléaire
Un marché gigantesque

L'importance des investissements et de l'enjeu a conduit l'Etat à jouer directement le rôle de promoteur à travers ses sociétés nationalisées. Les monopoles privés et publics s'empressent autour du gâteau sous la houlette de l'Etat. Le cas de Superphénix est bien instructif à cet égard : EDF a 51 % des parts dans la société NERSA qui joue le rôle de promoteur. Novaton, la société chargée de la construction associe Creusot-Loire, le CEA, et il en est question, Alsthom.

François Giscard-D'estaing, frère du président, représente le CEA au sein de cette société assurant ainsi le lien concret entre l'Etat et les trusts.

Trois grands groupes

Au fur et à mesure qu'elles deviennent rentables, les différentes phases du cycle du combustible sont transférées au capital privé. Trois grands groupes se partagent l'essentiel du marché : PUK est présent dans l'ensemble du cyle du combustible ; Creusot-Loire (groupe Empain-Schneider) et la CGE font des profits considérables dans la construction des chaudières (35 % du prix de revient) et l'électromécanique.

Partage du cycle

Au niveau de la recherche minière et de l'extraction du minerai, on voit s'empresser le CEA, PUK, le groupe Rotschild (le Nickel-Mokta) et la CFP (Total). CFP et une compagnie pétrolière, ce qui n'est pas un hasard. Partout dans le monde, elles s'intéressent à la recherche d'uranium de façon à ne pas mettre tous leurs œufs dans le même panier. Tous ces trusts contrôlent la quasi-totalité des gisements en France, mais aussi en bonne logique impérialiste, les gisements d'Afrique.

L'enrichissement de l'uranium nécessite des investissements considérables. Pensez donc, ils représentent la somme de l'investissement annuel de PUK, du Nickel, Saint-Gobain, CFP et la CGE. Aussi est-il confié pour l'instant au CEA à travers sa filiale, la SERU. PUK intervient cependant au niveau de l'ingénierie et la Snecma pour les compresseurs.

La transformation chimique de l'uranium qui permet des profits juteux est réalisée par la SIMO et Comurhex dont PUK détient le contrôle. De même, il détient la fabrication des barreaux de combustibles pour les centrales, véritable « métallurgie de l'uranium ».

L'usine de Tricastin

L'usine de Tricastin comprend, notamment, deux grands bâtiments qui pourraient abriter deux paquebots « France ». La toiture de ces ouvrages est égale à la surface de la place de la Concorde. Les barrières, mises bout à bout, feraient deux fois le tour de la terre...

Il faut un million de tonnes de béton, soit 130 000 tonnes de ciments, 40 000 tonnes d'acier et 830 000 toénnes d'agrégats. Les charpentes, cloisons, bardages et engins de manutention représentent quelque 30 000 tonnes. On a dû utiliser 65 transformateurs, plusieurs milliers de kilomètres de câbles électriques.

2 méthodes pour faire la bombe

Première méthode : on utilise l'uranium 235 qui existe à l'état naturel, mais qu'il faut séparer de l'uranium 238.

Deuxième méthode : ou le plutonium qui est créé par transformation de l'uranium 238 dans les réacteurs nucléaires.

Il faut au moins trois fois plus d'uranium que de plutonium pour faire une bombe.

Le retraitement du combustible de réacteurs nucléaires civils classiques a permis à l'Inde (explosion de mai 1974) et sans doute à Israël de construire des bombes au plutonium.

Au niveau du retraitement, PUK et Saint-Gobain interviennent dans l'ingénierie. L'exploitation devenant rentable, le CEA en a cédé le contrôle à une filiale dénommée COGEMA.

Framatome est contrôlé à 51 % par le trust Creusot-Loire, du baron Empain, effectue la fabrication des chaudières. Westinghouse qui détenait 45 % des parts en a cédé 30 % au CEA tandis que les 15 % restants devraient revenir à Creusot-Loire. La fabrication de turbo-alternateurs a été confiée à la CGE dont la filiale Alsthom, est spécialisée dans la construction et l'installation de gros matériel de ce genre.

Restructuration en grand

La bourgeoisie compte énormément sur cette restructuration capitaliste pour préserver ses profits face à la crise. Aussi l'Etat en tant que représentant de la bourgeoisie monopoliste, a-t-il la haute main sur l'ensemble du cycle du combustible. Le CEA qui décide le plus souvent des programmes de production est le seul à en avoir une vision globale. EDF joue le rôle de maître d'œuvre et répartit les fabrications entre les différents groupes. C'est lui qui a voulu que les chaudières construites par Framatome, donc Creusot-Loire, soient équipées en majorité de turbo-alternateurs construits par Alsthom d'un groupe concurrent. On voit concrètement à travers cet exemple comment l'Etat capitaliste oriente directement la restructuration des trusts.

Extraits de la *Question de l'énergie nucléaire*, brochure éditée par le PCML en janvier 1978.

Eurodif : Nouvelle chance pour l'Europe ?

La société Eurodif est créée en 1973 avec un capital réparti entre des organismes publics ou des sociétés contrôlées par la France (53 %), l'Italie (25 %), l'Espagne (11 %), la Belgique (11 %).

Dès 1974, elle a entrepris la construction à Tricastin (Drôme) de la plus grande usine d'enrichissement de l'uranium dans le monde. Sa capacité maximale sera atteinte fin 1981 : elle sera alors la moitié de celle prévue aux USA à la même époque et assurera le tiers environ de la capacité totale du monde occidental. Energétiquement, elle équivaudra à la capacité de raffinage française.

Surtout, Eurodif contribue à l'indépendance énergétique des pays participants en assurant la part prépondérante de leurs besoins alors qu'ils dépendaient de deux sources dominantes : les USA et l'URSS.

La bataille du surrégénérateur

On a pu parler du « miracle » du surrégénérateur, car il transforme massivement l'uranium 238 en plutonium 239. De ce fait :

— Le pouvoir énergétique de toutes les mines d'uranium est théoriquement multiplié par 60 ou 70 (après plusieurs décennies).

— Il y a davantage de plutonium à la sortie qu'à l'entrée (d'où le nom de surrégénérateur).

— La réaction en chaine peut se maintenir sans que les neutrons soient ralentis. Un modérateur est inutile.

Le problème du retraitement

Placé au centre du débat sur l'utilisation de l'énergie de fission *, son importance croît avec le développement des programmes électronucléaires. Or, une fois de plus, l'information est soit inexistante (réservée aux spécialistes), soit falsifiée. Nous sommes en droit de parler d'une véritable *« escroquerie »* comme le font *« les Amis de la terre »*. Et nous ne sommes pas les seuls à en être victimes. En effet, à en croire les discours officiels :

— D'après les Français, le retraitement serait industriellement opérationnel.

— Pour les autres pays de l'Europe de l'Ouest et le Japon, le problème n'existe plus, puisque résolu par la France.

— Pour les USA, il vaut mieux ne pas retraiter.

Essayons d'éclaircir les données du problème.

Les données techniques

Les filières :

Trois caractéristiques servent à les définir :

— La nature du combustible contenant la matière fissile : uranium et plutonium.

— La nature du fluide « caloporteur » (transportant la chaleur)

— Le modérateur, chargé de ralentir les neutrons rapides émis lors de chaque fission.

Parmi les isotopes* fissiles, seul l'U-235 ,existe dans la nature, à raison de 0,7 % dans l'uranium naturel. Les deux autres isotopes fissiles, U-233 et Pu-239 sont artificiels et produits soit à partir du thorium, soit de l'uranium enrichi, U-238, obtenu par capture de neutrons et émission bêta*.

Les combustibles irradiés :

La composition du combustible se modifie lors de l'activité du réacteur. Notamment la teneur de l'U-235 diminue au profit de *produits de fission*, dont les plus abondants sont l'iode, le cesium, le krypton, le strontium. Parallèlement, naissent des noyaux plus lourds que l'uranium, dits *transuraniens* par capture de neutrons et émission bêta*. Ces éléments sont pour la plupart des émetteurs alpha* de périodes très longues (milliers d'années) : ils sont *radiotoxiques*.

Le retraitement :

Il consiste en une série d'opérations mécaniques et physico-chimiques ayant pour but la séparation du plutonium, de l'uranium, des produits de fission et éventuellement de certains transuraniens. Un seul procédé, le Purex, est commercialisé. Il était le mieux adapté au retraitement des combustibles *très peu irradiés*, dont on tirait le Pu-239 nécessaire aux bombes atomiques. Les autre procédés sont soit abandonnés, soit au stade de l'unité pilote.

Or, précisément, si le retraitement des combustibles peu irradiés à usage militaire (Marcoule) offre peu de difficultés, celles-ci deviennent importantes avec les autres filiales : l'usine de La Hague qui devait traiter quatre cent tonnes par an n'a qu'à peine dépassé les soixante-six tonnes sur deux ans ! Et l'industrie nucléaire minimise ces difficultés, oublie les prévisions faites, pratique la fuite en avant en proposant la construction d'unités plus grandes. Dans le même temps, elle passe des contrats tous azimuts !

Les conséquences pour le personnel

Plus que dans toute autre installation nucléaire, les travailleurs des usines de retraitement sont soumis à des doses d'irradiation en fonctionnement normal. En fonctionnement anormal, lors d'incidents nécessitant des interventions rapprochées, ces doses peuvent devenir importantes ; se produisent également des accidents de contamination interne, par inhalation (voir l'incident récent survenu à l'atelier pilote At1 de La Hague où trois personnes ont été contaminées par des aérosols contenant du plutonium).

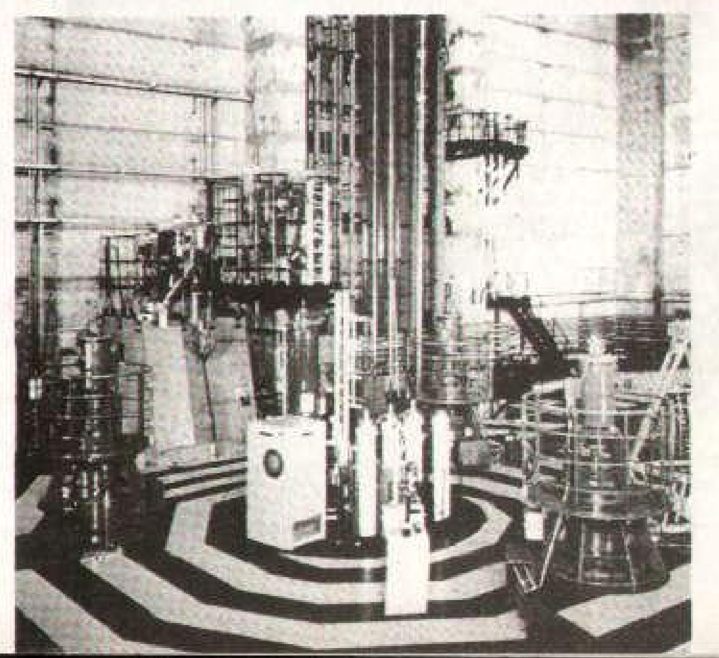
La dose intégrée reçue par l'ensemble des travailleurs dépend d'une manière assez complexe :

1— Du tonnage et de son taux de combustion.

2— Des modes opératoires (opérations effectuées à distance ou au contact).

3— De l'état général de l'usine, de son vieillissement, des divers incidents, etc.

(La Gazette nucléaire février 1979).



L'énergie nucléaire, une solution ?

Les arguments pro-nucléaires

Les partisans du développement de l'électronucléaire mettent essentiellement en avant un argument d'ordre économique et un argument d'ordre politique (l'indépendance). Ceci étant, ils négligent ou minimisent délibérément, dans l'ordre économique, la recherche d'autres solutions, dans l'ordre politique, la place du tiers monde. Sans compter le problème du danger nucléaire auquel nous consacrons un paragraphe particulier.

L'argument économique

Force est de constater qu'il repose sur une inconnue de taille : la *« demande »* énergétique. De combien d'énergie aurons-nous besoin dans dix, vingt, cinquante ans ? Quel devenir pour l'habitat ? Pour les transports ? Continuerons-nous à favoriser l'industrie de la voiture individuelle, grande mangeuse d'énergie ? Donnerons-nous la priorité au rail ou à la route ?

Or, les prévisions pour la demande énergétique mondiale proposées par l'ONU (rapport Léontieff), la Conférence mondiale de l'énergie ou le Club de Rome varient d'un facteur 2 à 3 pour l'an 2000 ou d'un facteur de 10 à 20 pour 2020 ! Les théories mises en avant s'appuient le plus souvent sur des *« modèles »* mathématiques qui se veulent rigoureux. Mais les éléments (les *« paramètres »*) qui entrent dans la construction de ces modèles sont tellement nombreux, leur imbrication est tellement complexe, qu'à un moment ou à un autre, le *« modèle »* simplifié ou à recours à un procédé simplificateur et peut être alors contesté. Qu'en est-il ainsi de la fameuse règle qui estimait que la demande doublait tous les dix ans ?

Pour illustrer cette anarchie des prévisions, reprenons, en la commentant, la courbe dressée par M. Grenon (voir bibliographie).

Consommation d'énergie

"exponentielle"
. doublement tous les 10 ans
. ressources inépuisables de la technologie

courbes à "croissance 0" ou + rapide proposées notamment par le club de Rome

courbes "à la Lovins"
- meilleure efficacité des systèmes énergétiques
- recours aux "énergies douces"

Temps

A cette incertitude sur l'évaluation de la demande globale s'ajoutent les controverses possibles sur l'évaluation des prix de revient : du kilowatt/heure produit d'une part ; du coût de construction des réacteurs d'autre part, dans l'évaluation duquel le délai entre pour une part non négligeable : douze ans, aux USA, entre la commande et la mise en service ! De plus, le cours mondial de l'uranium a quintuplé en quelque sept ans. *« Les Européens savent bien que faute de relève par les surrégénérateurs une technique d'aussi faible rendement que le LWR entraînerait l'épuisement des réserves actuellement connues d'uranium avant la fin du siècle et obligerait à s'attaquer à des gisements plus difficiles et sensiblement plus coûteux »*. (L. Puiseux).

Enfin, dans les coûts prévus, *aucune prévision ne figure pour le démantèlement des « centrales usées »*...

L'argument de l'indépendance

Les Européens y ont été particulièrement sensibilisés depuis les crises pétrolières de 1973 et du début 1979. Mais aussi les USA, d'autant qu'ils possèdent sur leur territoire de l'uranium en abondance (plus du quart des réserves mondiales) et peuvent continuer à contrôler la totalité de la chaine du combustible nucléaire.

Les possibilités de stockage ne sont pas non plus indifférentes au choix. En cas d'embargo total sur le pétrole, les économies européenne, japonaise, américaine, seraient asphyxiées au bout de quatre mois. *« En uranium, au contraire, on peut accumuler pour deux ans de stocks sans gros problèmes »* (L. Puiseux).

Il n'en reste pas moins que :

1) Dans l'immédiat, en attendant qu'Eurodif atteigne sa pleine capacité, l'Europe reste tributaire à la fois du Tchad, du Gabon, du Niger, du Zaïre (1), du cartel anglo-saxon pour l'uranium naturel et des USA et de l'URSS pour l'uranium enrichi.

2) Le marché nucléaire est dominé par les multinationales : Westinghouse, Général Electric, mais aussi Creusot-Loire, PUK, sans oublier la CFR, pour ne citer qu'eux.

3) Pour le financement de son programme, l'EDF a dû avoir recours à un emprunt sur le marché international. Il serait intéressant de connaitre la structure de cette participation.

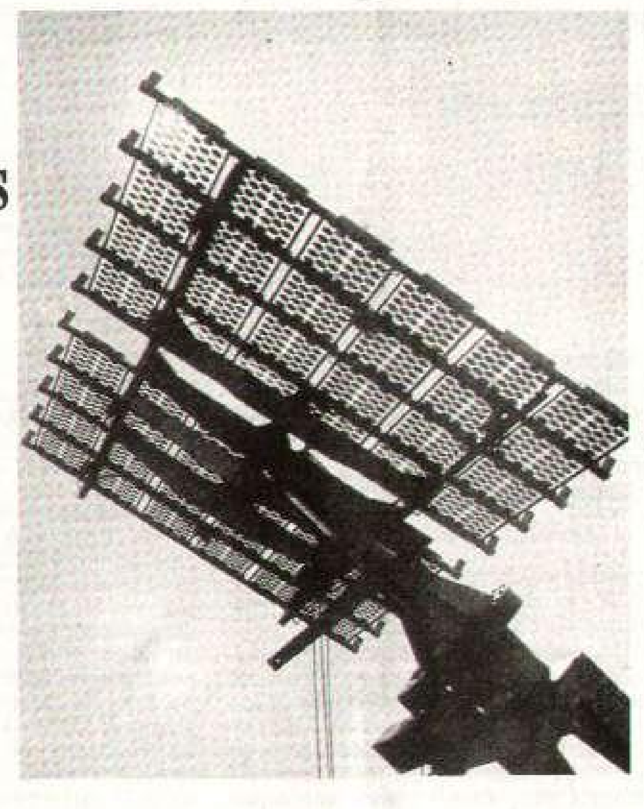
Le tiers monde exclu

« Le clivage entre nantis et pauvres, irrémédiable pour certains, curable pour d'autres, est lourd de conséquences pour l'équilibre international ». Or, dans la quasi-totalité des prévisions effectuées, *« il n'est ni réellement traité ni parfois même abordé »*. (D'après P. Laurent).

« Le modeste niveau de consommation par habitant ne doit pas masquer l'effet d'amplification démographique sur l'équilibre des ressources ; à échéance 2000, une tec de plus pour chaque habitant du tiers monde, à la suite par exemple d'un décollage économique plus sensible, et la demande mondiale, serait grossie, par ce seul effet, de près de quatre milliards de tec, soit l'équivalent de la totalité de la consommation pétrolière d'aujourd'hui. Si, au contraire, les retards à l'industrialisation, consécutifs à la crise ou à l'égoïsme international, se prolongeait, l'accession à ces niveaux pourtant très faibles risquerait d'être compromise. C'est dire que le poids de la demande du tiers monde à long terme ne saurait être négligé, même si l'on ne veut pas donner de gages à une course-poursuite au PNB ou à la tec qui garde cependant une signification vitale pour les pays pauvres ».

Les revendications du tiers monde d'avoir accès aux technologies d'énergie nouvelle doivent être soutenues comme facteur de lutte anti-impérialiste.

Les alternatives au nucléaire ?



Nous avons dit l'imprécision des prévisions concernant la demande énergétique. La même imprécision préside à l'établissement des possibilités autres que nucléaires et les mêmes fourchettes d'évaluation. Nous ne pensons donc prétendre ici affirmer : *« Oui, d'autres solutions existent »*. Cela tiendrait du pari. Constatons simplement que les alternatives au nucléaire présentent toutes l'avantage de ne pas faire courir les mêmes risques que le nucléaire, que celui-ci requiert d'énormes investissements et qu'en tout état de cause, à la recherche de ces autres solutions, auraient pu être consacrés plus d'efforts. L'importance des « risques nucléaires » aurait justifié ces efforts.

La géothermie

La géothermie est l'utilisation de la chaleur contenue dans le sol. Première remarque : une tonne de roche chaude contient de 1 000 à 10 000 fois moins d'énergie qu'une tonne de charbon, laquelle contient de 1 000 à 10 000 fois moins qu'une tonne d'uranium.

Deux types d'exploitation sont possibles : les gisements de roches sèches à haute température, sans doute les plus nombreux ; les réserves d'eau chaude, véritables accumulateurs de chaleur. Actuellement, à l'échelle mondiale, l'électricité produite par géothermie équivaut à celle *d'un seul* réacteur nucléaire.

Les meilleures estimations évaluent à 1 ou 2 % la participation de la géothermie à l'approvisionnement énergétique mondial. Par contre, un autre « gisement » considérable devrait être pris en compte : précisément les rejets d'eaux chaudes... des centrales nucléaires.

Les sables asphaltiques et les schistes bitumineux

Surtout présents au Canada, dans l'ouest des USA, mais aussi en URSS, au Brésil et en Chine. Ils représenteraient un volume de réserves naturelles d'hydrocarbures plus important que l'ensemble des réserves pétrolières mondiales mais beaucoup plus difficile à exploiter. Un mètre cube de schistes ne donnerait que quelques litres. On peut imaginer le gigantesque travail de restauration du paysage que cela impliquerait !

Les réserves mondiales de *gaz naturel* s'élèveraient, quant à elles, à un peu plus de la moitié de celles de pétrole. Notons qu'actuellement la plus grande partie de la production de gaz naturel, associée à celle du pétrole, est brûlée faute de possibilités d'utilisation sur place ou de stockage et de transport (le coût de celui-ci étant très élevé).

Le charbon

Grande victime de l'« ère du pétrole », il est, retour du sort, un candidat sérieux à sa relève : les sept sœurs ne s'y sont pas trompées, qui ont investi une part importante de leurs profits dans l'achat d'actions charbonnières ! Le gisement mondial de charbon représente, en énergie, au moins cinq fois le gisement de pétrole ! Et les trois quarts de ce gisement serait actuellement exploitable au prix moyen de l'énergie. Encore ces évaluations ne tiennent-elles pas compte des réserves sousmarines, incomplètement évaluées.

De plus, les procédés modernes de gazéification sur place supprimeraient les difficultés dues à l'extraction (en profondeur, elle est trop pénible ; à ciel ouvert, elle détruit le paysage).

L'énergie solaire

Elle présente elle « mille et une possibilités » (M.Grenon). Rien d'étonnant qu'elle soit le cheval de bataille de tout le mouvement écologique qui l'oppose à l'énergie nucléaire. Ce serait l'énergie « douce » par excellence. Nous ne pouvons, dans le cadre de ce dossier, lui accorder toute la place qu'elle mérite. Il est plus honnête de prévoir un dossier « spécial solaire » ultérieurement.

Citons simplement ses multiples applications possibles :

— Sous forme thermique : le rayonnement solaire est capté à l'aide de collecteurs et utilisé soit pour la climatisation des locaux soit pour des usages industriels.

— Par production d'« électricité solaire » par voie thermo-dynamique ou par « photophiles ».

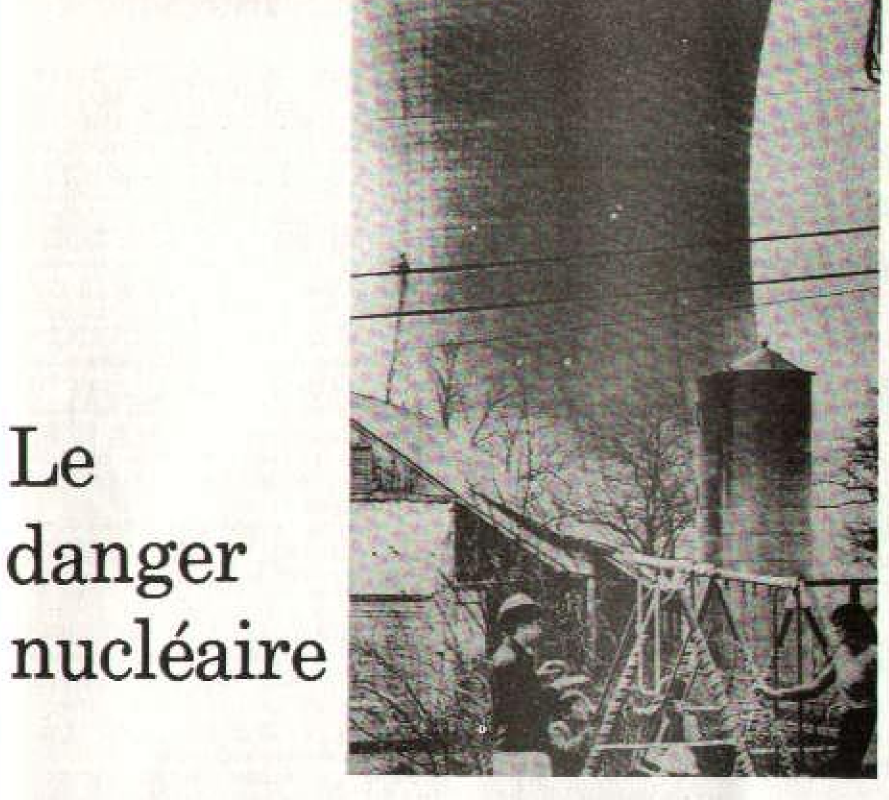
— Par utilisation de la « biomasse » : on cultive des végétaux à croissance rapide, on les brûle ou on brûle différents déchets agricoles ou organiques.

Soulignons au passage l'intérêt des recherches en cours pour les pays du tiers monde au niveau d'ensoleillement plus élevé que celui des pays industrialisés.

Bibliographie

Les Amis de la terre : *L'Escroquerie nucléaire* Stock.
P. Angelier : *La Rente pétrolière* — CNRS
M. Bosquet : *Spécial énergie* - Que Choisir ?
Cefri : *Les Conséquences de la crise du pétrole*
CFDT : *Énergie nucléaire : Choisir notre avenir*
DW Curran : *Géographie mondiale de l'énergie* Masson
Écologie, revue mensuelle BP 59 45204 Montargis Cedex.
Documentation française : *Le Problème pétrolier français* (avril 1976).
M. Grenon : *Le Nouveau pétrole* - Hachette
La Pomme nucléaire et l'orange solaire - Laffont.
R. Junck *L'Etat atomique : les retombées politiques du développement nucléaire*
P. Laurent : *L'Aventure nucléaire* - Aubier
La Babel nucléaire - Ed. Galilée
L. Taccoen *La Guerre de l'énergie est commencée* - Flammarion.

Le danger nucléaire



C'est bien autour de cette question que se cristallise l'opposition aux programmes nucléaires. Ont puissamment contribué à cette cristallisation :

— Le fait qu'énergie nucléaire soit associée à bombe atomique, Einstein, le « père de la bombe » déclarait lui-même en février 1950 : *« La destruction de toute vie sur terre est entrée dans le domaine des possibilités techniques »*. Nous avons déjà souligné que, dès l'origine, le développement de l'industrie nucléaire avait été lié à celui de l'armement atomique. L'avancée relative que la France a acquise dans la technologie n'aurait pas été de même taille si De Gaulle n'avait pas voulu « sa bombe ».

— Le côté mystérieux, non directement palpable de l'énergie nucléaire. Tout individu saisissait immédiatement le processus qui conduit de la combustion du charbon à l'obtention de vapeur, génératrice d'une force capable de soulever le couvercle d'une bouilloire d'eau et d'actionner une locomotive. Il suffit d'avoir une bicyclette, d'en examiner le fonctionnement de la dynamo pour saisir les rudiments de l'électricité... L'automobile ne peut avancer si son réservoir d'essence est vide. Mais comment peut-on produire de l'énergie en « cassant » de la matière et comment peut-on stopper des réactions qui ont permis de rayer 100 000 habitants d'Hiroshima ?

— Les « accidents » nucléaires dont la liste s'allonge et dont on veut nous assurer à chaque fois qu'ils sont à la fois exceptionnels et parfaitement maitrisés.

La propagande officielle nous assure qu'une centrale ne peut exploser comme une bombe et des études sont publiées pour examiner ce qui se passerait si cela explosait. Il est vrai qu'on ne dit plus « explosion » mais « excursion nucléaire » !

— Les luttes des travailleurs des centrales, notamment celle des ouvriers du centre de retraitement de La Hague, ont révélé les erreurs, lourdes de conséquences, de conception.

— Les prises de position scientifiques qui se multiplient, allant du doute, des réserves à une franche opposition au *« tout-nucléaire »*.

Tous aspects qui expliquent en grande partie la percée du mouvement écologique. La réalité de l'angoisse ressentie est telle que, même chez les pro-nucléaires, bon nombre acceptent la construction de centrales... à condition qu'elles ne se fassent pas à proximité de chez eux !

Le rapport Granfaix

Dans une crise de l'importance de celle soulevée par l'incident de la centrale nucléaire américaine de Harrisburg, les principaux acteurs et l'exploitant de la centrale *« doivent veiller à conserver leur capital de crédibilité et de compétence »*. Cette évidence tient lieu d'épine dorsale au nouveau rapport qu'une mission de onze personnes de l'administration et de la presse vient de remettre à M. Giraud, ministre de l'industrie, après une semaine d'enquête aux Etats-Unis.

Pour les auteurs de ce rapport d'une soixantaine de pages, *« l'information est le seul moyen pour la population d'apprécier le caractère et l'ampleur d'un incident de ce type »*, tant il est vrai que *« toute défaillance ou anomalie dans l'information a une influence directe et immédiate sur le comportement des individus »*. Pour pallier, en partie, ce type de réactions, les rapporteurs ont formulé quatorze propositions, parmi lesquelles la constitution, dès les premières heures de l'accident, d'un état-major « Information de la presse et du public ». Il serait formé d'un représentant du service central de sûreté des installations nucléaires, d'un représentant de l'exploitant (EDF, en l'occurrence pour la France), d'un représentant du service central de protection contre les rayonnements ionisants, du ministère de la santé et du directeur de la protection civile du département.

Pour animer cette fonction d'information, le rapport suggère qu'un porte-parole soit nommé par le premier ministre, que soient créés des centres de renseignements téléphoniques, adoptées des mesures de protection et étudiée l'installation d'un système de surveillance radiologique automatique de l'environnement des centrales nucléaires.

Le Monde du 14 juin 1979

Accident nucléaire en URSS (1958)

La plus grosse catastrophe atomique a eu lieu dans les années 1958-1959 en URSS, dans la région de l'Oural.

Les autorités soviétiques ont gardé le plus grand secret à ce sujet, et ce n'est que des années plus tard que, par le recoupement de divers témoignages, on a pu reconstituer un peu ce qui s'est passé. Un dissident soviétique, Jaurés Medvedev, a longuement analysé cette catastrophe dans un livre récent.

Ce serait un dépôt de déchets atomiques qui aurait explosé. Peu de temps après, les hôpitaux de la région étaient bondés, et les malades strictement isolés. Il y aurait eu des dizaines de milliers de victimes. Toute la région environnant le dépôt avait l'aspect d'une région désolée et ravagée. Les villages y furent détruits afin d'empêcher les habitants d'y revenir.



Plogoff

«Nucleer ma reor»

(Nucléaire, mon c...l !)

10 juin : dans le cadre du week-end international antinucléaire, plusieurs manifestations ont eu lieu dans le monde, en particulier en Europe, aux USA et au Japon. En France même, le succès des rassemblements a été très inégal. Outre la manifestation de Penly (Seine-Maritime), c'est Plogoff qui attire l'attention avec son long cortège de 15 000 personnes. Dans notre pays, depuis un an, c'est probablement ici que la mobilisation est la plus soutenue contre le coup-de-force nucléaire de l'État bourgeois.

Combat d'un peuple uni que celui de cette petite commune bretonne de Plogoff, solidement arrimée au flanc du cap Sisun. Depuis qu'on a su que la commune avait été choisie pour l'implantation d'une supercentrale nucléaire de 5 200 mégawatts, la volonté de résistance n'a cessé de s'affirmer. En l'attente d'une prochaine enquête d'utilité publique, on entend même des paroles à peine voilées de barricades et de lutte au fusil.

Plogoff ne cédera pas. Que ce soit clair pour tout le monde, arc-bouté autour de son maire Jean-Marie Kernoc'h, son porte-drapeau, Plogoff se prépare à faire face au grain. Jeunes et vieux, paysans et marins, tout le monde était là lors de la première grande manifestation de septembre 1978. Tous se sont retrouvés à Brest quelques semaines plus tard. Pareil à Quimper au début de l'année.

Le 10 juin à Plogoff, tous sont là encore. Des milliers de jeunes sont à leurs côtés, venus de tout le Finistère et de la Bretagne entière, pour dire non à cette centrale qu'on veut leur fourguer de force. Le toscin retentit au clocher du bourg. Derrière des tracteurs attelés, le cortège quitte le bourg, banderoles au vent. Il y a quelque chose d'insolite dans ce long cortège qui parcourt la lande fleurie en direction de la Pointe du Raz.

« Non au désert breton. Nos enfants vivront » dit une pancarte. Refuser cette centrale, c'est pour les gens d'ici affirmer qu'ils ont le droit de vivre dans leur pays. *« A qui appartient la terre de Plogoff ? A ceux qui y vivent et y travaillent ! Pas à ceux qui veulent détruire notre région du cap. Ici, nous voulons gagner notre vie, pas la perdre. Pour le nucléaire à Plogoff, le feu restera toujours au rouge ! »* Pas de faux détours ! Le maire se fait comprendre. On s'organise pour une résistance prolongée. Il y a cette manifestation : on est là, on fait masse. Demain, si les nucléocrates d'EDF pointent le bout de leur nez, ils trouveront à qui parler. *« J'indique dès maintenant que ce n'est pas la peine qu'ils essaient de faire leur enquête d'utilité publique. L'accès de Plogoff leur est interdit ».*

Dès maintenant, on s'organise pour empêcher qu'EDF s'accapare la terre de Feunten-Aod. Après la manifestation, les tracteurs ont défoncé et semé d'herbe le lieu projeté pour la centrale. A qui ce champ ? Presque à tous. Un groupement foncier agricole a été créé. Des milliers de parts ont déjà été vendues. Comme au Larzac, ici on organise la résistance collective. Sur le Larzac on a construit La Blaquière : demain s'élèvera ici aussi une bergerie. Les moutons résistent aux chars : ils tiendront tête aux neutrons !

Le 10 juin, on a posé la première pierre du bâtiment. Paysans, artisans, ouvriers, tous vont venir donner la main. Pour faire la nique à l'EDF, l'électricité sera fourni par une éolienne. C'est pas le vent qui manque par ici.

Yannick DAGORN.

EDF recule au Pellerin

EDF recule sur le Pellerin, c'est maintenant officiel, Marcel Boiteux, président de l'EDF, a déclaré récemment lors d'une conférence de presse que *« compte-tenu de la proximité de l'agglomération nantaise, le gouvernement avait demandé des études complémentaires concernant le site du Pellerin. Cela ne signifie pas que le projet soit abandonné... Disons qu'il est retardé ».*

Première victoire de la lutte populaire contre la centrale. Malgré la déclaration d'utilité publique, les travaux n'ont pas commencé. EDF n'envisage pas de les ouvrir avant 1981. Pas avant les présidentielles. A moins que ce ne soit pour EDF un moyen pour se débiner sans perdre la face. La preuve est faite en tous cas que la lutte paie.

RESOLUTION DU IIIe CONGRES DU PCMLF SUR LE NUCLEAIRE

Le développement très rapide de la construction de centrales nucléaires par la bourgeoisie monopoliste est la conséquence de la recherche systématique du profit maximum :

– D'une part les monopoles et l'ensemble de la bourgeoisie ont un besoin indispensable d'énergie au moindre coût. Face à la lutte des peuples et pays producteurs de pétrole pour stopper le pillage impérialiste et leurs matières premières et imposer un juste prix, la rentabilité capitaliste de la production d'énergie nucléaire a été augmentée dans les conditions actuelles de sa mise en œuvre. Le programme nucléaire a été accéléré en 1974, quelques mois après le quadruplement par l'OPEP du prix du pétrole ;

– D'autre part, la construction de centrales nucléaires représente des débouchés très importants pour les différents groupes monopolistes concernés, tant en France que pour l'exportation, notamment dans les pays du tiers monde.

La bourgeoisie monopoliste met le plus souvent en avant l'argument de l'indépendance énergétique pour justifier son programme « tout nucléaire ». Elle vise ainsi à masquer le fait qu'elle ne recherche l'indépendance, en matière énergétique comme en général, que dans la mesure où elle lui permet de faire davantage de profits. Son recours systématique au pétrole dans les années 60 le montre bien.

L'importance des profits attachés au nucléaire, le secteur vital pour les monopoles que représente l'énergie, apparaît crûment dans la formidable répression que l'État bourgeois exerce sur les ouvriers, les petits paysans, les marins-pêcheurs et autres travailleurs de la mer, etc. – (mort de Vital Michalon) – qui mettent en cause le programme nucléaire actuel et les risques considérables qu'il fait courir.

Complètement asservis à la loi du profit maximum, les monopoles font systématiquement passer au second plan la sécurité des travailleurs et de la population, et ceci dans tous les domaines, et pas seulement le nucléaire (mines de charbon ou de plomb, pollution chimique, fluor, amiante, etc.). Le système capitaliste, la loi du profit, ont entraîné et entraînent des morts, des travailleurs mutilés par millions. Le nucléaire ne fait pas exception : les risques, tant en fonctionnement normal qu'en cas d'accident, ne sont pas maîtrisés, de même que le problème du retraitement et du stockage des déchets radio-actifs ou celui de la vulnérabilité des centrales nucléaire en cas de guerre ou de calamités naturelles (tremblements de terre).

De la même façon, le programme nucléaire renforce directement la concentration monopoliste, conduit à de nombreuses répercussions écologistes néfastes sur la petite et moyenne agriculture, la pêche et d'autres activités maritimes.

Le Parti communiste marxiste-léniniste de France considère que l'énergie nucléaire ne présente pas de différence de nature avec les autres sources d'énergie et adopte en la matière une position matérialiste : le progrès scientifique et techniques peuvent et doivent permettre de maîtriser les risques des centrales nucléaires. C'est aujourd'hui le système capitaliste, la course au profit maximum qu'il engendre, qui s'opposent à ce que tous les moyens scientifiques et techniques soient mis en œuvre pour maîtriser l'énergie nucléaire.

Le développement de l'industrie, de la science et de la technique porte en lui-même la possibilité de surmonter la pollution. La société socialiste fondée sur la dictature du prolétariat développera de manière inégalée et sans cesse plus rapide de maîtrise progressive de la nature pour subvenir aux besoins et au bien-être du peuple.

C'est pourquoi le Parti communiste marxiste-léniniste de France ne condamne pas l'utilisation de l'énergie nucléaire en soi, mais condamne ses conditions de mise en œuvre dans le cadre du système capitaliste au stade impérialiste. En effet, c'est l'organisation monopoliste de la production qui entrave considérablement le développement des forces productives et donc le progrès technique. La cible de la lutte contre la politique nucléaire de la bourgeoisie, contre les risques qu'il engendre, n'est pas le nucléaire en soi, mais le système capitaliste.

Dans cette lutte, le Parti communiste marxiste-léniniste de France dénonce également les partis de gauche et leur programme commun bourgeois, qui, tout en se démarquant du gouvernement par souci électoral et sur des points secondaires (procédure insuffisamment « démocratique » à propos des enquêtes d'utilité publique), ont pris position pour le programme nucléaire de la bourgeoisie. Ainsi, les dirigeants du PCF soutiennent Superphénix, « technique d'avant-garde mise au point par le CEA » et condamnent les luttes des masses populaires contre la politique nucléaire de la bourgeoisie en les traitant de provocations (Malville) et en collaborant à leur répression (Pellerin). Les dirigeants de la CGT ont explicitement appelé à soutenir le programme nucléaire sous prétexte « d'intérêt national ». Quant au PS, s'il balbutie contre le programme nucléaire, c'est par démagogie électoraliste, sa politique restant fondamentalement celle du capital.

La lutte contre la politique nucléaire et ses risques n'a de sens que si elle vise la bourgeoisie, qu'elle soit de droite ou de gauche.

Le Parti communiste marxiste-léniniste de France lutte et soutient toute lutte menée sur la base des mots d'ordre :

Non à la politique nucléaire de la bourgeoisie !

Malville, Pellerin, halte à la répression !

Dans le nucléaire comme ailleurs, luttons pour la sécurité !

Renforcement immédiat des mesures de sécurité dans l'industrie nucléaire !

A bas le système capitaliste, exploiteur, pollueur, assassin !

Avec les ouvriers et petits paysans, tous unis contre la politique nucléaire de la bourgeoisie !

Notre point de vue

Lors de son IIIe congrès, le PCML a adopté une *Résolution sur le nucléaire* dont nous rappelons le texte ci-contre.

Cette résolution est toujours d'actualité. Mais une résolution qui n'est pas suivie d'action n'a peu de valeur. Non contents d'appliquer là où nous sommes dans les luttes en cours, nos mots d'ordre, nous nous déclarons partie prenante du débat public qui doit s'engager aussi bien sur la politique énergétique en général que sur les conséquences du choix nucléaire. Nous ne pouvons faire confiance à la bourgeoisie dominante pour mener ce débat et en tirer les conclusions. Et nous ne devons pas en exclure les pays du tiers monde.

Au niveau de la rédaction de ce bimensuel, deux initiatives sont prises :

— Une, immédiate, de l'ouverture dans nos colonnes d'une chronique régulière sur le nucléaire ; chronique qui reprendra les points trop rapidement abordés dans ce dossier, les réactualisera, présentera les travaux faits par d'autres s'efforcera de tirer les leçons des luttes dirigées contre la politique énergétique de la bourgeoisie.

— Une, à moyen terme, de l'organisation d'une « table ronde » réunissant des participants à ces luttes à des titres divers.

Enfin, ce dossier est évidemment bien loin d'être parfait. S'il a réussi à débroussailler les problèmes pour nos lecteurs, tant mieux. De toute façon, nous comptons bien sur leurs critiques et leurs suggestions pour le corriger et l'enrichir.

Modestie oblige !...

Modestie oblige une fois de plus. Nous ne pouvons ici faire une analyse détaillée de tous les risques nucléaires. Nous y reviendrons dans une *chronique nucléaire*, tant il nous semble que, quelles que soient les prises de position finales, l'information est indispensable, sauf à nous en remettre définitivement aux « nucléocrates », dont certains n'hésitent pas à proclamer qu'ils ont fait un pari, conclu « un pacte avec le diable ».

Nous renvoyons donc le lecteur impatient d'en savoir plus à l'excellente plaquette éditée par le GSIEN (voir bibliographie). Il y trouvera un tour d'horizon complet des différents risques :

— Pollution radioactive d'une centrale nucléaire PWR, par les effluents (les rejets) gazeux, à vie brève ou à longue durée de vie et les effluents liquides.

— Problème des rejets d'eau et ses conséquences sur l'environnement physique et l'environnement vivant.

— Risques liés au retraitement des combustibles irradiés et le stockage des déchets (qui nous concerne encore plus directement avec l'usine de La Hague, « poubelle atomique »).

Il faut en rajouter une autre, jamais mentionnée : quel effet aurait, en cas de guerre, l'explosion d'une simple bombe conventionnelle sur une centrale non enterrée comme le sont toutes les centrales françaises ?

— Accidents pouvant survenir dans les réacteurs et les surrégénérateurs.

— Danger présenté par le transport des matières radioactives.

— Concentration des « radionucléides » dans la chaine alimentaire et effets écologiques.

— Problème des doses d'irradiation.

Sans oublier deux autres graves questions :

1— Les dangers de prolifération de l'arme atomique. Il suffit, disent les spécialistes, de quelques kilos de plutonium et d'un hangar pour fabriquer artisanalement sa bombe.

2— D'où les dangers de renforcement de la surveillance policière (d'une police spéciale, aux pleins pouvoirs), donc de la répression des libertés individuelles et collectives. Dangers renforcés du fait qu'un plein développement de l'énergie nucléaire exige une centralisation des moyens et des pouvoirs de décision. Dangers qui autorisent certains antinucléaires à proclamer « Etat nucléaire — Etat fasciste ».

Qu'il nous soit permis de remercier particulièrement le « Groupement de scientifiques pour l'information sur l'énergie nucléaire » qui, non content de répondre favorablement à notre proposition de table ronde, nous a fait parvenir sa collection de *La Gazette nucléaire* (Abonnement : 40 F, GSIEN, 2, rue F. Villon 91400 Orsay) et dont la plaquette *Electro-nucléaire : danger* (Seuil) nous a été un précieux guide.

Signalons enfin que l'Atelier d'architecture et d'environnement de l'EDF (Cedex 17 - 92081 Paris-La Défense) fournit gratuitement une abondante documentation à qui la lui demande. (laquelle, même si elle doit être l'objet d'une analyse critique, a le mérite d'exister).

Dossier réalisé par Joël Fabien

FESTIVALS

100 000 à Francfort contre le fascisme

Ils étaient cent mille ce 17 juin à Francfort, cent mille jeunes en jeans, cheveux longs, mais aussi syndicalistes, cent mille parce qu'ils sont contre le fascisme, cent mille aussi parce qu'ils aiment le rock. Cent mille : un concert rock énorme et sans service d'ordre. A l'origine de cette rencontre gigantesque, trois prétextes, un meeting de néo-nazis, un concert de « *Rock gegen rechts* », littéralement « *Rock contre la droite* » et un rassemblement syndical qui, interdit, se joindra aux rockers. Une victoire : le meeting des néo-nazis n'a pas pu se tenir et c'est cent mille personnes qui se sont rassemblées jusqu'à deux heures du matin pour le concert rock.

On se rappelle des grands rassemblements musicaux de Woodstock ou de l'île de Wight. On connait aussi la façon dont le show-business exploite cette passion pour la musique, avec son service d'ordre musclé. De plus en plus, les jeunes prennent en main leurs propres concerts, leurs propres manifestations musicales, en dehors et contre le show-business. C'est en Angleterre, « *Le Rock contre le racisme* » (Rock against Racism), en France, à Grenoble, s'est tenu récemment un concert organisé par le C.A.S.S.E. contre le racisme et puis il y a eu Francfort. Oui, la musique, oui, le rock, rassemble et unifie la jeunesse populaire pour des causes justes : l'antiracisme, l'antifascisme.

CINEMA

Lina Braake fait sauter la banque

Trois grands prix pour ce film. Le premier de Bernhard Sinkel. Il ne les a pas volés. Un film remarquable rien qu'à cause de l'âge de l'actrice principale : elle a 85 ans. Lina est une vieille dame qui refuse d'être expulsée de son logement par des promoteurs sans scrupule qui la fourrent à l'hospice. D'abord, dépressive, elle se ressaisit à la pensée de se venger de la banque. Elle prépare le grand coup, puis s'enfuit en Italie avec le magot. Un film plein d'humour et de tendresse qui montre le caractère juvénile de ces vieux qu'on entasse dans des mouroirs.



VACANCES

Quelques renseignements

Loin des ZUP, des ZAC et des échangeurs d'autoroute, pour prendre un grand bol d'air frais, rien de mieux que des grandes randonnées. Laissez-vous guider par les sentiers balisés à travers les plaines et les pentes. Pour plus de renseignements : *Comité national des sentiers de grande randonnée.*, 92 rue de Clignancourt 75883 PARIS Cédex 18. Tél : 255-s6-73 ; Fédération des parcs naturels régionaux, 45, rue de Lisbonne, 75008 PARIS, tel : 227-61-74 ; Association Sylva, Vieux Fraisse, Rocles, 48300 LANGOGNE.

Pour ceux qui sont intéressés par les ballades en vélo, il existe de nombreux clubs de cyclo-tourisme répartis dans toute la France et qui peuvent donner des informations sur les régions que l'on veut sillonner ainsi que des adresses et des conseils de toute sorte, toujours utiles.

— *Fédération française de cyclotourisme* : 8, rue Jean Marie Jégo, 75013 PARIS. Tél : 580-30-21.

Camping à la ferme, repas à la ferme

Découvrez le causse Méjean en Lozère. Un plateau où la vie est difficile pour les petits paysans qui s'accrochent pour rester à la ferme. Ils sont prêts à vous accueillir, soit à leur table, soit chez eux pour le camping à la ferme. Une occasion de mieux connaitre la vie des petits paysans.

— *Le Méjean mairie de la Parade* — 48210 SAINTE-ENIMIE, tél : (66) 47-52-77.

Pour tout savoir sur le camping à la ferme :

— *La Maison du tourisme vert*, 35, rue Godot-de-Mauroy, 75009 PARIS, Tél : 742-25-43.

— *Association nationale du camping en ferme d'accueil*, 12800 Mairie de NAUCELLES, tél : (65) 69-21-63.

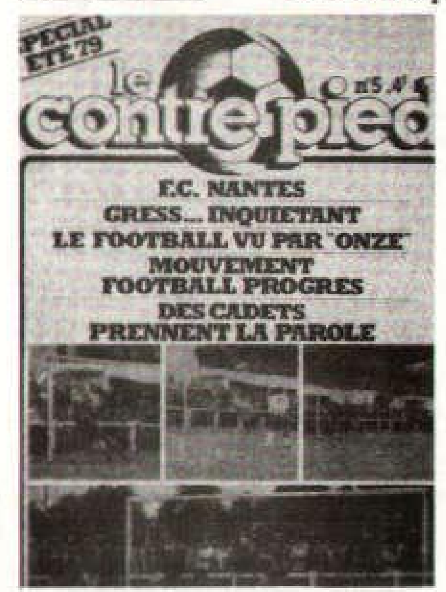
On peut aussi acheter un guide paru chez Balland : « *Vacances à la ferme* ».

Pour avoir plus de précisions, procurez-vous :

— *Guide des vacances pas con* GM-Vadrot. Edit. Syros.

SPORTS

Le «Contre pied» n° 5 spécial vacances est paru



Un peu fantastique cette histoire de *Contre-pied*. Au départ, une équipe de copains qui lance un peu comme une boutade : « *Si on faisait un canard sur le foot* » qui le présenterait d'une autre manière. Un an après, cinq numéros sont sortis, trois-cents abonnements, quatre mille numéros diffusés, le rêve est devenu réalité. Le *Contre pied* No 5, spécial vacances, est paru. Un riche sommaire. On peut trouver des articles sur : Nantes avec Jean Vincent ; Gress, l'entraineur de Strasbourg : inquiétant, ce qui se passe derrière l'ancien ministre Bord ! ; Le mouvement foot-ball-progrès : un congrès de relance ; les cadets de Questembert (Morbihan) racontent...

Alors, pour les vacances, si vous aimez le foot commandez-le, vous ne le regretterez pas.

Nous publierons dans notre prochaine édition une interview des rédacteurs de *Contre-pied*.

Abonnement à 10 numéros : 25 F A adresser à Association le Football la Vie - 29 rue de la Mardelle - 22000 St-Brieuc.

TELEVISION

Les petits écrans mettent des lunettes de soleil

De juillet à septembre les petits écrans mettent lunettes de soleil et chapeau de paille pour s'adapter à la saison. C'est les programmes d'été.

A TF1, on assiste à une simplification des programmes de la journée. L'après-midi, les jeunes disposent de deux heures trente spéciales renforcées pour l'été. Le soir, les émissions s'organisent autour d'un thème ou d'un homme. Un festival Fernandel occupera tous les lundis soirs. Le mardi sera réservé aux émissions de télévisions étrangères et le mercredi verra la diffusion de téléfilm. Le jeudi diffusion de séries françaises, dont *Miss* de Danielle Darieux, suivies de documentaires dont un *Fez, une porte de l'Islam*. Le vendredi rediffusion des meilleures pièces de *Au théâtre ce soir*. Faites réchauffer, puis resservez ! Rien de remarquable non plus dans les films du dimanche soir qui seront : *Diaboliquement vôtre*, *Ce n'est qu'un au revoir*, de John Ford, *Max et les ferailleurs*, *Cartouche*, *Mais où est donc passée la 7e compagnie*, suivi de son petit frère de navet : *On a retrouvé la 7e compagnie*. Également diffusés : *Sous le plus grand chapitau du monde* et la *Scoumoune*. Le 19 juillet, TF1 diffusera *Les Guichets du Louvre* de Mitrani. Malheureusement à 21 h 30. Ne manquez pas ce film. Peu d'innovation pour TF1, rien de nouveau sous le soleil.

Antenne 2

Indéniablement, c'est Antenne 2 qui a fait le plus d'efforts pour développer un programme cohérent et nouveau, adapté à cette période de vacances. Ceci, dans le but de creuser l'écart avec les autres chaines et de se placer en bonne position pour la rentrée au hit parade de l'indice d'écoute, d'autant plus que l'on parle de la mise en place d'une quatrième chaine à la rentrée. Antenne 2, du 2 juillet au 9 septembre, diffusera un programme à partir de la mi-journée. De nombreuses émissions culturelles, au banc d'essai, seront testées pendant cette période estivale. C'est l'émission de variété : *Et si nous n'allions pas au cinéma ce soir*, des personnalités de la presse ou du spectables imaginent une soirée de divertissements : avec, entre autres, Jean-Louis Barrault et Pierre Seghers. Une grande place est accordée au sport, avec le Tour de France qui ouvrira l'antenne au mois de juillet, cette année, dans le cadre de l'émission *C'est la vie* à 18 h 35, en même temps que le tour de France, sera développée une campagne en faveur du vélo de loisir et du cyclo-tourisme. Cela se fera autour des villes et des villages étapes. On parlera aussi de grandes randonnées. On verra beaucoup de tennis, de rugby et d'athlétisme tout ce mois de juillet sur Antenne 2. Chaque soir, au moment du journal, une minute trente de poésie. Un poème sera dit par un grand comédien. L'accent sera mis sur la diffusion de grands films en particulier avec les séries : *Le cinéma au féminin* le vendredi en juillet des films du mercredi soir où en juillet et août seront programmés des films de Marcel Carné, de Jacques Feyder, de René Clément, de René Clair et de Jean Grémillon, des films à ne pas manquer.

Les Dossiers de l'écran se poursuivront avec, comme thèmes, *Les vacances de Monsieur tout le monde*, *la Maffia aux USA*, *La Libération de Paris*, *l'Antarctique* avec Cousteau, *La prise du pouvoir par Mussolini*, etc.

Les enfants auront droit à une émission intitulée *Les copains d'ailleurs*, destinée à présenter des enfants de tous les pays du monde, treize émissions en tout dont une sur un enfant d'un bidonville parisien. Même en été il sera difficile d'échapper aux séries policières américaines.

Bref, un programme un peu plus varié que celui des autres chaines, mais cela fait plus penser aux devoirs de vacances qu'au soleil derrière l'écran. Pourquoi aucune chaine ne nous parle de tous ceux qui ne partent pas ? Les vieux, les paysans, les enfants des villes ?

FR3

Pour FR3, le programme d'été se caractérise par une diminution du temps d'antenne, l'ouverture d'antenne se fera à 19 h 10 en semaine au lieu de 18 h 30. L'émission régionale qui suivait le journal sera remplacée par les émissions pour la jeunesse et le dessin animé (de 19 h 40 à 20 h). Les *Jeux de vingt heures* vont être interrompus initiative malheureuse puisqu'ils vont être remplacés par la série des *Chevaliers du ciel* en trente neuf épisodes. Sur les zincs de pépé Dassault, on nous inflige une série cocardière à la gloire de l'armée bourgeoise. Le vendredi à 21 h 30, diffusion de *Jack*, série en huit épisodes, réalisée d'après le roman d'Alphonse Daudet qui se veut une enquête sociale sur la deuxième moitié du 19e siècle.

Léon CLADEL

Les séléctions de Léon Cladel

Samedi 30 juin A2 - 21h35

«Moi, Vincent Moulia, condamné pour l'exemple en 1917»

Aujourd'hui âgé de 91 ans, Vincent Moulia est le seul survivant des condamnés pour l'exemple après les mutineries de 1917. Condamné à mort, il s'évade la veille de son exécution. A travers son histoire, Alain Decaux parlera sûrement des horreurs de la boucherie inter-impérialiste de 1914 (la France et l'Allemagne se disputaient pour le repartage du monde). Les ouvriers et les paysans étaient considérés comme de la chair à canon. C'est une des rares fois où l'on parlera des mutineries de 1917.



Lundi 2 juillet 20h35 Antenne 2

Montand, Corinne Miller, Yvan Dautin, Anna Prucnal

Une heure de programme a éte confiée le lundi soir à différentes personnalités : Jean-François Kahn, Jean-Louis Barrault, Pierre Seghers, etc. Ils imaginent une soirée de divertissement. Yvon Levai, journaliste à Europe I, propose des chanteurs intéressants : Montand qui chante *Le Temps des cerises*. Corinne Miller qui interprète les chansons tirées de l'opéra rock 1936, ainsi que Yvan Dautin et Anna Prucnal. Cette émission s'intitule *« Parlons français, chantons français »*.

Mardi 3 juillet 20h35 A2

Dossiers de l'écran «Les vacances de M.Hulot»

Monsieur Hulot (toujours interprété par Jacques Tati) prend le chemin de la mer dans sa petite voiture pétaradante. Sans le vouloir, il va semer le trouble sur une petite plage bon marché. Il n'a pas son pareil pour provoquer des catastrophes, ses meilleures intentions dégénèrent en désastres, et toutes ses initiatives entraînent à chaque fois pour les autres vacanciers des incidents les plus inattendus et souvent les moins appréciés ! Tati grâce à son sens du gag basé sur l'observation a su créer un personnage très typique, M. Hulot, perpétuel inadapté à la société. Ce film intéressant servira d'introduction à un débat : *« Les vacances de M. Hulot et celles de M. tout le monde »*.



Jeudi 5 juillet 14h A2

«Aujourd'hui madame» Si elle avait eu de la chance

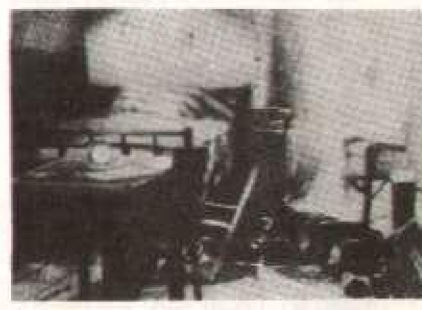
C'est le témoignage de Lucienne Coffart, née en 1933, orpheline à 6 ans qui a exercé de nombreux métiers avant de devenir chauffeur de taxi. Elle est mariée et prépare un dipôme d'ambulancière. Ella a beaucoup de courage, de dynamisme et d'humour. Sa vie, c'est la vie des humbles, des travailleurs, ce n'est peut-être pas qu'une question de chance.

Mercredi 4 juillet Antenne 2 20h35

«Le jour se lève» de Marcel Carné

« Quand le cinéma descendra-t-il dans la rue ? » demandait Marcel Carné alors qu'il était encore jeune journaliste. Il ne voyait pas *« sans irritation le cinéma actuel se confiner en vase clos, fuir la vie pour se complaire dans le décor et l'artifice ».*

(...) « Populisme, direz-vous ? Le mot, pas plus que la chose, ne nous effraye. Décrire la vie simple des petites gens, rendre l'atmosphère laborieuse qui est la leur, cela ne vaut-il pas mieux que de reconstituer l'ambiance surchauffée des dancings ? » Sa caméra, Marcel Carné l'a promenée dans les quartiers populaires et dans la banlieue de Paris. Les héros de Carné ne sont jamais des professionnels du crime. S'ils deviennent violents, c'est à cause d'une société pourrie. Le héros du *« Jour se lève »* est un ouvrier français. Le film se passe dans un immeuble de banlieue. Dans ce film, il restitue le climat de violence qui régnait en France en 1939. Ce film de Carné se caractériset par une construction très minutieuse et par l'ambiance qu'il traduit. Carné est un des cinéastes du « réalisme poétique ». Antenne 2 rendra au mois de juillet un hommage à Carné. A suivre.



Vendredi 6 juillet Antenne 2 14h

Les sentiers de la grande randonnée

Une téléspectatrice d'Arras a accompagné l'équipe de reportage sur les sentiers de grande randonnée de la région de Montpellier. Elle nous invite à partager son périple de dix jours et ses découvertes émerveillées.

Pour lire au soleil

Les ARBRES de la LIBERTÉ

Aux Editions du Centenaire.

E-100 Collection Petite bibliothèque chinoise : *Histoire du Mouvement communiste international. 1848-1917 Tome 1 et Tome 2*

L'apport de Marx et Engels et Lénine est restitué dans leur contexte historique. Très vivant cet ouvrage permet la connaissance des origines et du développement du mouvement ouvrier, de la publication du Manifeste du Parti communiste à la Révolution d'Octobre 1917.

Tome 1 . . . . 18 F
Tome 2 . . . . 26,50 F

Munich 1938 . De la capitulation à la guerre.

Cette analyse rigoureuse des événements qui ont conduit à la Deuxième Guerre mondiale invite à la réflexion sur la situation internationale présente. . . . . 8 F

L'Homme à la recherche de ses origines . . . . 30 F

Un livre passionnant qui montre le lent processus de l'évolution de l'homme de la nuit des temps jusqu'à nos jours, en liaison avec le travail et la façon de se procurer la nourriture. Une initiation au matérialisme.

Travailleurs immigrés

La Mal Vie de Carlin-Laine. Des témoignages de travailleurs immigrés sur leur vie en France. Le déracinement, la solitude, le racisme.
Aux Editions sociales . . . . . . 55 F

Elise ou la vraie vie Cl. Etcherelli
Folio. 10 F

La rencontre entre une jeune ouvrière et un travailleur immigré aux usines Citroën, en pleine guerre d'Algérie.

Les Femmes immigrées parlent
Ed. l'Harmattan . . . . 32 F

La santé

Témoignages : *Hosto Blues* de Victoria Thérame.

L'hôpital au jour le jour vécu par une infirmière.

Hôpital J'accuse de Rosemonde Pujol.

Le témoignage d'une femme opérée d'un cancer. Elle accuse les grands patrons d'infantiliser les malades, de ne pas les respecter, surtout lorsqu'ils sont d'origine modeste.
. . . . 38 F

Il y a toujours des hospices de vieux
Collection Lutter Stock . . . . . . 30 F

Palestine

Chronique du Figuier barbare.
Roman par Sahar Khalifa . . . . . 37 F

Afrique du Sud

Soweto Soleils fusillés Paul Dakeyo.
Collection droit et liberté . . . . . 29 F

Antilles

Leurs Ancêtres les Gaulois.

Un tableau de la colonisation française aux Antilles à travers une chronique de la vie quotidienne.
Editions Simoens. . . . . 49 F

Les Arbres de la liberté. C'est le symbole de la Révolution française, et surtout de l'abolition de l'esclavage, pour les Antillais, rétabli peu après par Napoléon. C'est l'histoire de la colonisation française en Guadeloupe à travers la vie du peuple.
Editions Caribéennes . . . . 22 F

Romans

Les Raisins de la colère. Steinbeck.

Les petits paysans chassés de leur terre au moment de la crise de 1929 aux USA.
Folio. . . . . 14 F

La Marie Marraine de Hortense Dufour. La vie sur un grand chantier, chez ceux qui construisent les autoroutes. . . . . 30 F

325 000 francs de Roger Vailland.

Un accident du travail dans une vallée de Savoie Oyonnax dans les années cinquante.
Le Livre de poche . . . . 8 F

Beau Masque de Roger Vailland.

La vie et la lutte au jour le jour chez les ouvriers d'une filature au moment de la restructuration. Un livre très riche.
Folio. . . . . 14 F

Les Rebelles, La Gueuse, L'Embellie de J.P. Chabrol.

Les années trente, la lutte des ouvriers contre la crise et la guerre vue à travers les mineurs des Cévennes par le grand conteur qu'est Jean-Pierre Chabrol.
Presse Pocket . . . . .10 F pièce

Le Bout Galeux de J.P. Chabrol.

Un quartier de la banlieue sud de Paris après la guerre dans les années cinquante : comment les jeunes travailleurs s'unissent pour lutter contre l'exploitation.
Folio. . . . . 14 F

Jean-Pierre Chabrol
Le Bout-Galeux



CHANTS KABYLES DU GROUPE «DJURDJURA»

«Ce que nos mères chantaient tout bas, nous le chantons tout haut»

Interview Pierre Valsa

— P. V. : Des femmes qui chantent, un groupe de femmes, c'est déjà rare mais en plus Algériennes, c'est très, très rare. Alors comment Djurdjura est né, pourquoi ce groupe ?

Djuhra : C'est parti d'une idée un petit peu théorique si on veut. En ce qui me concerne, ça c'est passé il y a maintenant deux ans. Moi, je suis cinéaste, donc j'ai plus une pratique des films et de l'image que d'autre chose et je suis plus sensible à ça. Seulement, je voulais faire un film sur la condition des femmes et puis, comme tu sais, les moyens pour faire le film et tout ça ; et surtout la question essentielle était de savoir qui irait voir le film. Parce que les femmes ne vont pas au cinéma chez nous. Je ne parle pas des villes et encore il y en a très peu dans les villes mais alors dans les campagnes, ça n'existe pas. La télévision n'entre même pas, alors le cinéma, tu penses... Donc, je me suis posée la question de savoir comment on pouvait être efficace en essayant de faire un travail qui soit reçu immédiatement et par le plus de monde possible. Et comme je me suis dit qu'on était un peuple de tradition orale, donc qu'on avait plus une éducation de la parole que de l'image ou de l'écriture, le moyen de la chanson c'était peut-être le plus adéquat, le plus efficace dans l'immédiat. Et c'est comme ça qu'on a essayé avec des chants de diffuser un message. Après cela, le fait qu'on soit trois, ce n'est pas un hasard non plus parce qu'au départ, j'aurais pu chanter seule par exemple. Mais ce qui m'intéressait, c'était d'être représentative d'un groupe, d'une communauté et de foutre en l'air en même temps le mythe de la chanteuse parce que chez nous, la chanteuse c'est la femme qui vient dire son état d'âme et tout, qui a un statut spécial dans la société et dans la hiérarchie sociale et très souvent elle est au ban de la société parce qu'elle chante des chants d'amour, des choses comme cela.

Mais, paradoxalement au statut de la chanteuse, le chant est une chose qui est innée chez la femme algérienne. Parce qu'elle vit avec, elle naît avec. Les femmes chez nous ont toujours chanté et, que ce soit à l'occasion de mariages, de naissances ou à l'occasion de travaux ménagers, pendant la guerre aussi, elles ont toujours chanté. Que ce soit pour exprimer la joie, le désespoir, peu importe, elles ont toujours chanté. Et elles sont, les femmes de chez nous, dépositaires de toute culture, de tout ce patrimoine qui nous appartient et que nous on a voulu remettre au goût du jour. Et c'est pour ça qu'on a dit : *« Nous chantons tout haut ce que nos mères ont fredonné tout bas ».* Ça veut dire qu'on est un petit peu le porte-parole de toutes ces femmes qui voudraient bien dire des choses et qui n'ont pu le faire jusqu'à maintenant. Et puis, maintenant on est au XXe siècle, on a subi plein de mentalités rétrogrades à cause du colonialisme, et maintenant on n'a plus cette excuse. Alors il faut qu'on s'en sorte, et puisque l'Algérie est indépendante et puisque qu'on est un pays socialiste, il faut que les femmes soient conscientes qu'elles ont un rôle à tenir elles aussi.

— P. V. : Sur la question de la tradition. A l'heure actuelle, on voit des gens comme Idir ou Djamel Allam moderniser énormément la musique berbère, chez vous le parti pris semble être plutôt solidement appuyé sur la tradition.

Djuhra : Le problème, c'est que dans notre patrimoine, on ne peut pas se permettre de rester folklorique, parce qu'on n'a pas grand'chose dans notre folklore. A part les chants accompagnés de derboukas, on n'a pas vraiment une tradition musicale. Je parle de la Kabylie et donc le problème c'est d'essayer de mettre cette musique au goût du jour et d'en ressortir le côté moderne. Parce que c'est une musique moderne. Comme le jazz, autant il a été primitif, autant il a un aspect moderne. Notre musique, c'est exactement la même chose. Le problème, c'est d'essayer de faire le mieux possible et de rester authentique. Ça veut dire ne pas se faire bouffer par les instruments occidentaux. Alors nous, effectivement, on a choisi des instruments occidentaux parce qu'on n'a pas grand'chose dans notre musique. Par exemple, on a choisi le son du violon, du luth, de la flûte parce que chez nous, qu'est-ce qu'on a ? La flûte de roseaux, la derbouka, le bendire, c'est tout ce qu'on a. Nous, on a utilisé une batterie mais la batterie ne joue pas dans le style jazz ou occidental. Ce sont les instruments qui s'adaptent à nous de façon à ne pas choquer, de façon que les gens qui écoutent cette musique et qui la connaissent s'identifient et se retrouvent.

Le problème, c'est d'en ressortir le côté moderne, d'en faire de la musique, tout en leur gardant leur couleur authentique. En même temps, on a un contenu moderne alors on ne peut pas se permettre d'avoir des formes anciennes. Je crois que c'est Lénine qui disait : *« Quand on veut énoncer des choses nouvelles, alors il faut des formes nouvelles aussi ».*

— P. V. : Au sujet du texte. Tu disais tout à l'heure qu'il y avait une tradition de dire ces choses mais je n'ai pas bien compris si le fait de dire les souffrances de la femme algérienne, comme vous le faites, ça existe aussi dans la tradition ?

Djuhra : Le chant, comme je te le disais, ça fait partie de la tradition au même titre que la danse. Comme on dit : *« Les Noirs ont le rythme dans la peau »*, nous on vit avec le chant. Dans les montagnes, par exemple, le fait même d'appeler une amie d'une montagne à l'autre, c'est vraiment déjà des vocalises et notre langue est très chantante. Alors, on a ça en nous. Mais il y a un paradoxe : autant le chant a toujours existé comme chose de la vie quotidienne, autant « la chanteuse professionnelle », celle-là, est mise au ban de la société. Mais aujourd'hui, avec les nouveaux chanteurs qui ont donné un nouveau contenu, comme en France d'ailleurs, depuis quelques années tous les chanteurs chantent des chansons engagées ou politiques, avec un sens dedans. De plus en plus, on a un nouveau contenu qui détermine une autre forme de chansons.

— P. V. : Ça nous amène au texte : ils sont fantastiques mais vraiment durs...

Djurhra : Et encore, sur le disque ça a été traduit d'une façon plus ou moins bonne. Parce que le Kabyle c'est quasiment intraduisible en français dans la mesure où ce sont des métaphores et des choses très imagées. Alors, comment veux-tu traduire ça en français ?

— P. V. : Cependant, même sur les traductions, la poésie est frappante. On sent un travail sur le texte et pas seulement un discours. Mais sur le contenu des textes, comment ça passe en Algérie ?

Djurha : Il faut te dire une chose, c'est qu'on n'est pas encore passées en Algérie. On a été invitées l'année dernière et puis au dernier moment ça ne s'est pas fait. Par contre, on a fait la Tunisie, il y avait 11 000 personnes au festival de Carthage, c'était une chose merveilleuse. Tout le monde maintenant a entendu parler du groupe Djurdjura en Algérie. Parce qu'il y a eu beaucoup de presse, etc. Alors je crois que les gens nous attendent vraiment.

— P.V. : Au niveau du disque, l'essentiel des chansons portent sur la question de la femme.

Djurha : Nous avons toujours un point de vue féminin par rapport aux choses. Même quand on a parlé de l'immigration. Par exmple, la chanson sur « Le million », la loi Stoléru, c'est une chanson très ironique dans laquelle on dit : *« Vous nous prenez pour des cons, quoi ! Vous nous avez donné un million, maintenant qu'on vous a bien tout fait, un million et dehors ! ».* Ça c'est spécifiquement la condition des travailleurs immigrés.

Mais il y a aussi celle des femmes, restées au pays, qui ont vu partir leur force de travail comme ça, et qui sont toute l'année sans personne, avec des vieillards et des belles-mères, matraquées, etc. C'est ça la réalité aussi. Et par rapport à toutes ces choses, la vie, la jeunesse, etc. c'est un point de vue féminin. Même par rapport à la création puisqu'elle dit dans une chanson : *« C'est moi qui porte le nom de femme / Saches que c'est de moi que tu es né ».*

— P.V. : Mais en France, le public qui vient vous voir n'est-il pas essentiellement masculin ?

Djuhra : Pas du tout justement. Et c'est là que, avec Djurdjura, ça été un pas en avant extraordinaire. Parce qu'avant, quand les gens allaient au spectacle, c'était toujours considéré comme un lieu de divertissement. Or, ces lieux ce ne sont que les hommes qui y vont. Tandis que là, du fait que c'est un groupe qui ne chante pas la chanson sirupeuse, etc.. ils peuvent venir avec leurs femmes et les enfants. Avec nous, ils savent qu'on va leur parler de l'immigration, etc. Alors il y a beaucoup de femmes, des jeunes filles, des femmes d'un certain âge et des toutes jeunes, et ça danse.

— P. V. : Et dans le public des hommes immigrés, comment ça passe ?

Djurha : Le public algérien, il ne pardonne rien. Celui qui ne plait pas, c'est dehors ! Mais avec nous, c'est extraordinaire : les chansons lentes, ils nous écoutent. Les chansons rapides, ils se lèvent, ils dansent. Après, ils vont se rasseoir. Et c'est ça qui est incroyable. Les gens nous respectent. D'abord, il y a un phénomène d'étonnement avant tout : des filles jeunes comme ça, d'abord, il n'y en a pas beaucoup. Et puis on se présente simplement : une robe qui coûte 20 F, cousue par moi-même, avec le truc traditionnel sur la tête, et en plus les bijoux qui représentent le patrimoine. Je crois que pour eux, il y a une espèce de dignité retrouvée. Parce que la musique algérienne n'est pas très connue en France, et les Français ne l'aiment pas. Ils parlent de musique arabe. En réalité, la musique kabyle est très différente de la musique arabe. Notre musique ressemble un peu à de la musique celtique, bretonne. Mais pour le Français, ça reste de la musique arabe et c'est tout. Et ça fait partie de tous les complexes que les immigrés vivent tous les jours. Lui, c'est une force de travail. Il n'a rien. C'est un complexé éternel parce qu'on ne lui reconnait pas sa culture, on ne lui reconnait pas le droit d'être un homme, tout simplement le fait d'avoir une musique. Alors, là quand même ça change. Parce qu'ils se disent : « Tiens, jolie musique, et en plus ce sont de jolies filles » ; alors il y a une espèce de fierté retrouvée, et le fait qu'on soit appréciée par le public français, là encore ajoute quelque chose, parce qu'ils se disent que si le public français nous reconnait, alors il les reconnait eux aussi automatiquement puisqu'ils se retrouvent dans ce qu'on fait.

Et puis encore autre chose : ils peuvent pas être tout à fait choqués par ce qu'on dit, parce que c'est dit d'une façon très poétique. On n'agresse pas le gens, et ça c'est très important. On n'arrive pas comme un groupe type MLF, provocateur, ça ressemblerait à des aboiements. Ça n'a pas été notre démarche.

Chacun voit son propre problème dans ce qu'on exprime. Parce qu'on exprime le problème des hommes, le problème des jeunes, le problème des enfants, et, pourquoi pas, le problème des femmes. Autrement, ça voudrait dire qu'il y a un truc tabou là, dont il ne faudrait pas parler. Or, même le problème des femmes, on en parle de façon juste. N'importe quel homme peut venir me trouver et discuter avec moi. Je peux lui parler de tout ce qu'il y a dans mes chansons et il ne peut pas me dire que c'est faux. Parce que la femme immigrée qui est restée au pays, si tu lui dis à l'homme immigré : « Mais ta femme, tu l'as laissée seule au pays, qu'est-ce qu'elle fait ? Et tes enfants, ils sont seuls là-bas. Il va te dire qu'il est le premier à en souffrir.

Si tu lui dis : « Moi, je suis jeune, j'ai envie de choisir mon mari, j'ai pas envie d'être mariée de force, comme ça s'est fait jusqu'à présent, ou bien que mon père me marie avec un homme de soixante ans, alors que j'en ai 20 ». Qu'est-ce qu'il peut te dire ? Il peut te dire : « Oui, tu as raison. C'est dommage qu'on ait des traditions comme ça ». Tu lui dis la jeunesse : on est jeune nous, on a envie de vivre au 20e siècle.

Soixante pour cent de la population est jeune, soixante pour cent a moins de 20 ans ! Tu te rends compte. Alors nous on chante quand même pour cette génération-là qui a moins de 20 ans. Alors si tu lui dis : « Nous on est les jeunes et on va construire notre pays », qu'est-ce que tu veux qu'il te dise ? Il te dit : « C'est la vérité, allez-y, construisez-le ! ». Et puis alors si tu as vraiment affaire à un coriace, eh bien, tu lui dis : « Tu as une mère », parce que tous les gens sont sensibles à leur mère chez nous. « Tu aimes ta mère ? ». Il te dit oui. Tu lui dis alors : « Est-ce que ta mère est une femme heureuse ? ».

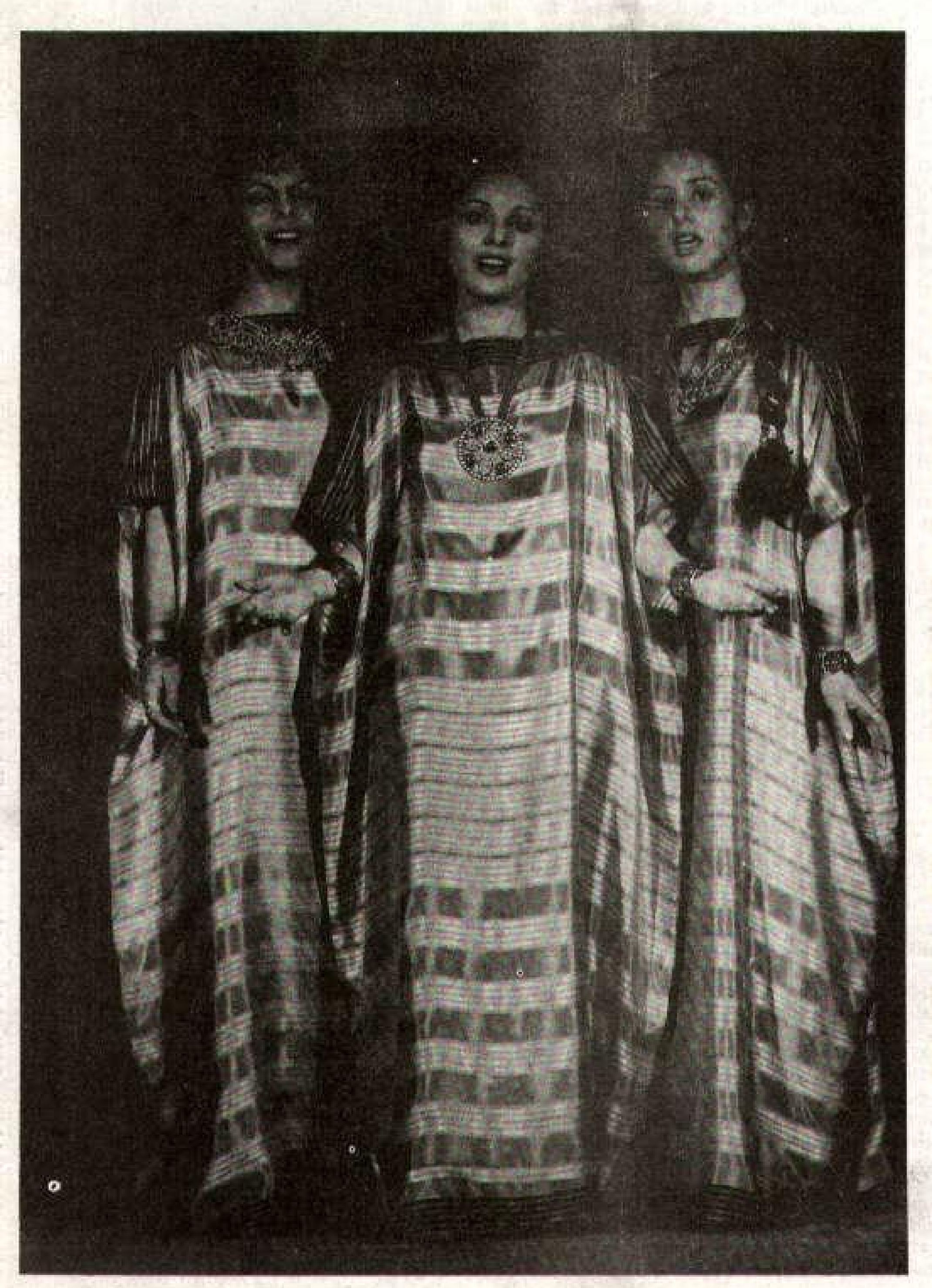
C'est ça tout simplement. C'est jamais dit avec agressivité, c'est dit avec des mots qui sont des mots justes et vrais, je crois. Et c'est comme ça qu'on peut convaincre les gens, sans matraquage...

FIN

Disque et K7 Kondo-Rá KR 300 L (CBS CB 271).

CHANTS KABYLES DU GROUPE «DJURDJURA»

«Ce que nos mères chantaient tout bas, nous le chantons tout haut»



Elles sont femmes et elles le revendiquent. Elles sont Algériennes, Kabyles, et le chantent. Jeunes, jolies, bien dans leur peau et bien dans leur temps, les trois femmes du groupe *Djurdjura* — du nom des monts de Kabylie — font une musique moderne et dynamique à partir de l'héritage des chants traditionnels kabyles. En même temps qu'elles font revivre la tradition orale, elles la dépassent en interprétant les réalités d'aujourd'hui à travers leur regard de femmes et d'Algériennes : oppression de la femme, immigration, mesures Stoléru, voilà pour le contenu, nulle ambiguité. La forme des chansons prolonge la démarche et là aussi, l'ancien sert le nouveau. Instruments traditionnels et modernes se fondent avec bonheur dans une harmonie pleine de fraicheur et de rythmes.

Djuhra Abouda, créatrice du groupe et des chansons nous a donné une interview d'une grande richesse que nous publions presque intégralement.

Interview Pierre Valsa

(Suite page 30)